





# édito



Le positionnement du SPCPF comme rassembleur du monde communal se poursuit et se confirme en 2017 avec la montée en puissance de la promotion de l'institution communale et le lien fort qui est maintenant bien initié avec la formation des élus.

Cette évolution très positive est la traduction de l'implication et de la mobilisation des élus, que ce soit ceux du SPCPF avec notamment les vice-présidents, ou ceux des communes à travers leur participation aux groupes de travail et aux formations.

Pour le monde communal, le bilan à mi-mandat débattu à l'occasion du congrès des communes a confirmé la volonté des maires de poursuivre la réflexion sur le rôle à tenir en matière sociale et de développement économique mais également en faveur de leur autonomie.

Cette volonté se traduit progressivement par une nouvelle approche

du partenariat avec le Pays. Même si la période des élections présidentielles et l'installation du gouvernement Macron a ralenti les travaux sur l'évolution statutaire souhaitée par les communes, les chantiers lancés par le Pays sont fortement mobilisés

les communes avec la poursuite de la réforme sur le code des marchés publics, la réflexion sur le SAGE, les premiers travaux en matière de finances avec le règlement intérieur du FIP.

L'organisation des Assises des Outre-mer a marqué les agendas de cette fin d'année où la participation des communes et du SPCPF a été importante dans des délais que les maires ont estimé bien trop contraints au regard des enjeux d'évolution pour la Polynésie française.

Enfin, une mission du SPCPF à Paris visant à aller à la rencontre du nouveau gouvernement Macron pour faire connaître le monde communal

polynésien a permis d'établir les premiers contacts très amicaux et des relations de travail dans le temps qui s'annoncent efficaces.

Il faut noter enfin la nomination d'une représentante polynésienne au comité des finances locales national en la personne de Mireille Haoatai, maire de la commune de Manihi, qui sera accompagnée par le SPCPF sur les travaux menés par cette instance nationale.

Malgré les mouvements de personnel tout au long de l'année, les départements du SPCPF ont maintenu une activité soutenue dont vous trouverez le contenu détaillé dans ce rapport d'activité. Concernant les compétences optionnelles : le département informatique a notamment poursuivi le renouvellement des réseaux pour améliorer les services des communes aux usagers, de belles avancées sont à saluer en particulier dans les Tuamotu dont les trois quarts des communes distribuent désormais de l'eau à leur population, et l'importance du développement d'une restauration scolaire de qualité est maintenant acquise par la majorité des élus.

**Cyril Tetuanui**  
Président du SPCPF

*Cette évolution  
très positive est  
la traduction  
de l'implication  
et de la  
mobilisation  
des élus*





# SOMMAIRE

Édito .....	1
Les faits marquants en 2017 .....	4/5
Listes des acronymes .....	6

## CHAPITRE 1 •

### La promotion de l'institution communale, la voix montante des tavana ..... 7

#### LES PRINCIPAUX TRAVAUX

#### EN 2017 ..... 8

- Le RSPF : élus et cadres mobilisés pour modifier la loi  
*La réforme du régime de solidarité : un dossier revu et corrigé*
- Le suivi de la réforme du code des marchés publics
- Les Assises des Outre-mer : un forum pour des propositions
- Le rôle des communes en matière de développement économique  
*Un nouveau chef de projet «finances et fiscalité»*
- La modification de la réglementation eau potable  
*Les interventions du département en 2017*

#### LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES AU CŒUR DES CHANTIERS À POURSUIVRE..... 11

- Le changement des méthodes autour des finances communales
- Repenser le rôle du SPCPF en matière d'appui aux élus pour la FPC

#### LA CRÉATION ET L'ENTRETIEN DES LIENS INSTITUTIONNELS AVEC LES PARTENAIRES MÉTROPOLITAINS..... 12

*Une Polynésienne au Comité des finances locales national*

#### LE BILAN CHIFFRÉ ..... 13

- Répartition par domaine d'action
- Chiffres et résultats comptables

#### UN DÉPARTEMENT FACE À DES SOLlicitATIONS CROISSANTES..... 14

## CHAPITRE 2 •

### La formation des élus, une adaptation constante ..... 15

#### DES FORMATIONS EN FAVEUR DE L'EFFICACITÉ DES PROJETS COMMUNAUX ..... 16

- Un programme axé sur la gestion communale
- La journée thématique pour informer et sensibiliser  
*Un séminaire sur les EPL au service des collectivités locales*
- Séminaire intra : vers des formations « à la carte » ?  
*Pour une meilleure gestion des risques : le plan communal de sauvegarde*
- Le congrès : l'événement phare du SPCPF
- La participation et son organisation en amélioration  
*Les différents formats de formations*

#### DEUX PLANS DE FORMATION POUR MAÎTRISER LES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES..... 20

- S'approprier le nouveau code polynésien des marchés
- Comprendre la réforme du RSPF et savoir l'appliquer

#### LA PERTINENCE DE L'INGÉNIEURIE DE FORMATION FACE À DES MOYENS À CONSOLIDER ..... 22

*Le soutien au département restauration scolaire  
La dynamique et les compétences des élus formateurs*

#### LE BILAN CHIFFRÉ ..... 23

#### UN PROGRAMME AMBITIEUX RÉALISÉ ..... 24



Àmuitahira'a nō te mau 'oire  
**SPCPF**  
SYNDICAT POUR LA PROMOTION  
DES COMMUNES  
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE



## CHAPITRE 3 •

### La restauration scolaire, des projets en voie de contractualisation.....25

#### UN PROGRAMME REVISITÉ

##### AU REGARD DES RESSOURCES HUMAINES..... 26

- Un recrutement à durée déterminée
- Le calendrier des actions du département en 2017

#### L'ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES

##### DÉJÀ ENGAGÉES SE POURSUIT ..... 27

- Des interventions directes et ciblées  
*Objectif « un repas de qualité et sans risque sanitaire pour les enfants » à Bora Bora*
- Un premier pas vers la contractualisation des projets  
*La commune de Ua Huka s'engage fortement pour sa restauration scolaire*

#### DES PROJETS TRANSVERSES POUR

##### INFORMER, SENSIBILISER ET FORMER..... 29

- Le séminaire sur la tarification  
*La problématique de la tarification*
- Sensibiliser aux bonnes pratiques en hygiène alimentaire
- Une formation sur les enjeux d'un service public de la restauration scolaire  
*Prendre conscience des enjeux : un préalable à la mobilisation des ressources*
- Des outils au service de l'échange d'informations  
*Des interventions ponctuelles en 2017*

#### PRIVILÉGIER LES PRODUITS LOCAUX :

##### L'EXEMPLE DE RURUTU VALORISÉ ..... 31

##### LE BILAN CHIFFRÉ ..... 31

#### DES AVANCÉES ENCOURAGEANTES

##### À SOUTENIR ..... 32

## CHAPITRE 4 •

### Le département eau potable, aux sources de l'eau .....33

#### LES PROJETS MENÉS DANS

##### LES ÎLES HAUTES ET BASSES ..... 34

- Les 36 principales réalisations en 2017
- Contractualisation ou externalisation : deux modalités pour des résultats  
*Gambier : l'île de Mangareva renforce son adduction d'eau potable*  
*Marquises : la commune de Ua Pou passe à la radio relève*

#### LE DÉMARRAGE DU PROJET PAPE TUAMOTU

##### À PUKA PUKA ET MANIHI..... 36

*Les sources d'eau aux Tuamotu : le soleil, une alternative à la pluie*  
*Le SPCPF présent à la Conférence environnementale du Pacifique*

#### VERS UNE MODIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION EAU POTABLE POUR LES TUAMOTU ..... 38

##### LE BILAN CHIFFRÉ ..... 39

##### UNE ANNÉE RICHE EN TRAVAUX ..... 40

## CHAPITRE 5 •

### Le département informatique, en mouvement perpétuel ..... 41

#### UN ORGANIGRAMME À GÉOMÉTRIE VARIABLE ....42

*La nouvelle organisation du département*

#### LA HOTLINE : UNE ASSISTANCE CONTINUE .....43

- Bilan de la hotline
- La nature des appels

#### LA DISTRIBUTION ET LA PRISE EN MAIN

##### DES LOGICIELS : UNE ACTION AJUSTÉE ..... 44

- Le projet phare de l'année reporté
- Des logiciels déployés
- Des collectivités accompagnées dans l'utilisation des logiciels  
*L'informatique au service de l'eau*  
*Améliorer la dématérialisation de la liste électorale*  
*La sécurité informatique : un exercice pour se préparer au pire*

#### DES ÉTUDES ET DES MAÎTRISES D'ŒUVRE

##### EN VUE DE RENOUVELER LES RÉSEAUX.....47

##### LE BILAN CHIFFRÉ .....47

#### LA CONTINUITÉ DANS LE CHANGEMENT,

##### UN DÉFI RELEVÉ .....48

## CHAPITRE 6 •

### Les services transverses ..... 49

- Gestion & moyens
- Communication

#### LE SERVICE GESTION ET MOYENS .....50

*Départs à la retraite*

#### LA COMMUNICATION .....51

- Une page Facebook professionnelle et un nouveau site web actifs
- Les supports annuels de communication
- Une formation pour conforter une présence dans les médias
- Le soutien aux départements du SPCPF
- Des journées de communication interne  
*L'e-ressources : un outil au service de l'information des communes*

## CHAPITRE 7 •

### Le compte administratif et compte de gestion 2017 .....53

#### BILAN FINANCIER ..... 54

#### ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT .. 54

#### ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT .... 56

#### COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER DES ÎLES

#### DU VENT, DES ARCHIPELS ET DES AUSTRALES ... 57

#### LA TRÉSORERIE..... 57

#### LA RÉPARTITION PAR COMPÉTENCE..... 57

#### PROJET DE DÉLIBÉRATION,

#### COMPTE ADMINISTRATIF 2017 ..... 59

# EN 2017, LE SPCPF A ÉTÉ MARQUÉ PAR...

JANVIER

2

Départ de Hannah Galenon, ingénieure eau potable

2

Recrutement de Christophe Valadier, chef de projet « finances et fiscalité »

19-20

Participation du SPCPF à la simulation de cyberattaque initiée par le haut-commissariat

Février

8

Premier contrat pour la restauration scolaire signé avec la commune de Ua Huka

28-29

Séminaire mixte sur la tarification d'un service de restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré à Mahina

MARS

22-30

Mission du département eau potable dans les Tuamotu (Makemo, Takume, Napuka, Tepoto Nord, Fakahina, Fangatau)



Avril

1

Arrivées-départs au sein du département informatique

- Départ du directeur du département informatique pour une nouvelle affectation en métropole,
- Tania Ayo, anciennement à la hotline, devient directrice adjointe.
- Herehia Chang Sui Fat, arrivée par voie de mutation de la commune de Uturoa, vient soutenir le service hotline

18-22

Gambier : l'île de Mangareva renforce son aduction d'eau potable

27

Signature de la convention avec la FPSP (sapeurs-pompiers) Pour mettre en œuvre des actions d'initiation aux gestes qui sauvent à l'intention du grand public au sein des centres d'incendie et de secours de la Polynésie française



22

Premier tour des élections présidentielles

Mai

1

Départ de Tamatoa Guerry, assistant hotline

2-6

Mission à Ua Pou pour l'installation et la prise en main du logiciel Win-Eau dans le cadre de la mise en œuvre des compteurs à radio relève

20-22

Participation du SPCPF à la 1<sup>re</sup> édition du Village de l'alimentation et de l'innovation

27-28

Fangatau : première collectivité à disposer d'une installation de production d'eau potable par évaporation solaire en Polynésie française

Recrutement de Raimoana Anding, ingénieur eau potable

6

Deuxième tour des élections présidentielles

2

JUIN

1

**Arrivée/Départ**

- Moon Taae, agent du SPCPF au département eau potable, intègre l'équipe du département informatique en tant que technicien support et service
- Recrutement d'Heimiri Raoulx, technicienne qualité à la restauration scolaire

Démarrage du projet PAPE Tuamotu à Puka Puka et Manihi

26



1

Recrutement au département informatique : Heimana Riveta succède à Tamatoa Guerroy

5

Réunion pour « repenser le rôle du SPCPF en matière d'appui aux élus pour la FPC »

Juillet

31

Ouverture du 28<sup>e</sup> congrès des communes à Mahina



AOÛT

3

Clôture du 28<sup>e</sup> congrès des communes à Mahina

5

Séminaire sur les Entreprises publiques locales

Septembre

11-22

Mission du CNFPT pour évaluer le département formation

20-21

Séquence de sensibilisation aux bonnes pratiques en hygiène alimentaire

26-28

Participation du département eau potable à la conférence environnementale du Pacifique à Bora Bora

OCTOBRE

4

Lancement des Assises des Outre-mer

2

Recrutement de Jenna Reva, ingénieure eau potable

23-24

Formation mixte sur les fondamentaux de la restauration scolaire

Novembre

14-17

Mission institutionnelle d'une délégation polynésienne à Paris pour rencontrer les différents partenaires des communes : la nouvelle gouvernance, le CNFPT, l'AMF...



21-27

26<sup>e</sup> congrès de l'ACCD'OM en Guadeloupe

DÉCEMBRE

4-8

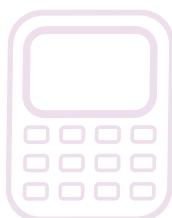
Les deux nouveaux techniciens en informatique partent en formation sur l'administration des logiciels distribués par le SPCPF, à Aurillac chez A.G.E.D.I

31

Départ à la retraite du DGS, Jean Silvestro

24

Décès de M. Teriitepaiatua Maihi, ancien président du SPCPF







# LES ACRONYMES

<b>ADEME</b>	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	<b>CNFPT</b>	Centre national de la fonction publique territoriale
<b>AEP</b>	Adduction d'eau potable	<b>DAS</b>	Direction des affaires sociales
<b>AFB</b>	Agence française pour la biodiversité	<b>DDC</b>	Délégation pour le développement des communes
<b>AFD</b>	Agence française pour le développement	<b>DEP</b>	Département eau potable
<b>A.GE.D.I.</b>	Agence de gestion et de développement informatique	<b>DETR</b>	Dotation d'équipement des territoires ruraux
<b>AMF</b>	Association des maires de France	<b>DGS</b>	Directeur/trice général/e des services
<b>ANSSI</b>	Agence nationale de sécurité des systèmes d'information	<b>EPL</b>	Entreprises publiques locales
<b>APE</b>	Association des parents d'élèves	<b>FIP</b>	Fonds intercommunal de péréquation
<b>BPH</b>	Bonnes pratiques en hygiène	<b>FPC</b>	Fonction publique communale
<b>BRE</b>	Bureau de la réglementation et des élections	<b>GF</b>	Gestion financière
<b>CEGID</b>	Compagnie européenne de gestion par l'informatique décentralisée	<b>GRH</b>	Gestion des ressources humaines
<b>CDC</b>	Caisse des dépôts et consignations	<b>ISLV</b>	Îles Sous-le-Vent
<b>CFL</b>	Comité des finances locales	<b>PAPE</b>	Partenariat pour la potabilité de l'eau
<b>CGF</b>	Centre de gestion et de formation	<b>PCS</b>	Plan communal de sauvegarde
<b>CGCT</b>	Code général pour les collectivités territoriales	<b>PSG</b>	Protection sociale généralisée
<b>CODIM</b>	Communauté de communes des îles Marquises	<b>QEB</b>	Qualité environnementale des bâtiments
<b>COMEDec</b>	Communication électronique des données d'état civil	<b>RSPF</b>	Régime de solidarité de Polynésie française
<b>COPIL</b>	Comité de pilotage	<b>SAGE</b>	Schéma d'aménagement général de la Polynésie française
<b>CPS</b>	Caisse de prévoyance sociale	<b>SEML</b>	Société d'économie mixte locale
		<b>SPIC</b>	Service public industriel et commercial
		<b>SPRES</b>	Société polynésienne de réseaux, d'études et de service
		<b>TIAC</b>	Toxi-infections alimentaires collectives
		<b>VAI</b>	Village de l'alimentation et de l'innovation

## PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE



## LA VOIX MONTANTE DES TĀVANA

La promotion de l'institution communale est l'ADN du SPCPF, à la base de sa création. Sortant de leur isolement, les communes se sont unies pour défendre leurs intérêts dans les dossiers d'actualité ou les réformes les concernant. Le département promotion agit comme porte-parole des maires polynésiens par l'intermédiaire de son président. Réunions préparatoires, groupes de travail et représentations permettent aux élus de mesurer les enjeux des décisions à prendre et d'opérer les arbitrages nécessaires.

Les 3 objectifs du département :

- **ACCOMPAGNER** les élus dans leurs rôles au sein de différentes instances représentatives (FIP, contrat de projet, DETR, Conseil supérieur de la fonction publique...);
- **REPRÉSENTER**, au besoin, les communes ou établir des avis sur des dossiers ou réformes sollicités en cours d'année;
- **ORGANISER** les missions institutionnelles nécessaires à la défense des projets.

Depuis 2014, le département de la promotion institutionnelle est animé par la volonté des communes de gagner en autonomie et de se moderniser. Il est donc amené à évoluer de manière importante pour faire face aux chantiers impliquant le monde communal. En témoigne l'aboutissement de nombreux travaux auxquels le département a pris une part active en partenariat avec le Pays et l'État : la modification du CGCT, la réforme du mode d'élection des communes avec les communes associées, la réforme du RSPF, la loi sur l'égalité réelle et les accords de Papeete et le code des marchés publics. Parmi les chantiers également abordés en 2017 et qui devront se poursuivre : la modification de la réglementation eau potable et le chantier de la fiscalité. Ce dernier est un enjeu de taille pour les communes, qui doit faire l'objet d'une réflexion de fond, avec les acteurs communaux et en liaison avec les chantiers institutionnels menés par le Pays voire l'État.

20

actions

155

stagiaires

955

heures d'actions

2 832 936

Fcfp (coût global)

## LES PRINCIPAUX TRAVAUX EN 2017

### Le RSPF : élus et cadres mobilisés pour modifier la loi

Après le constat d'une application difficile de la réforme du régime de solidarité de 2015 sur le terrain, le SPCPF s'est investi en mobilisant élus et cadres pour être force de propositions et modifier la loi du Pays, rédiger les arrêtés d'application et participer à l'élaboration du plan d'accompagnement de la réforme de la loi du Pays adoptée à l'Assemblée. Le département promotion s'est donc

employé à obtenir les financements par le Pays d'un plan de formation, et de coordonner la conception de la formation avec la CPS, la Direction des Affaires Sociales en assurant le pilotage pédagogique de la formation. Enfin, la planification a été élaborée avec le département formation du SPCPF et le CGF et ce plan a été déroulé sur 2017, de mai à octobre (lire chapitre 2).

### La réforme du régime de solidarité : un dossier revu et corrigé

En 2015, le Pays adoptait une loi du Pays relative aux conditions d'admission au régime de solidarité (RSPF) et au contrôle de leur respect. L'objectif était de redéfinir, vingt ans après la création du régime de solidarité, les règles applicables pour l'admission des personnes placées dans une situation économique et sociale précaire. Cette loi du Pays imposait entre autres de nouvelles procédures, un nouveau formulaire

d'admission, et attribuait un rôle essentiel aux communes : s'assurer de la complétude du dossier, attester de la «vérité des informations» et des déclarations des demandeurs.

Cette nouvelle réglementation a été appliquée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Mais après six mois d'application, de nombreux problèmes sont apparus, tant au niveau du traitement des dossiers par les communes, qu'en

provenance de la population, car de nombreuses personnes n'avaient plus de couverture maladie.

En 2016, le SPCPF a été sollicité à deux reprises par le Pays afin de recueillir l'avis des communes polynésiennes sur un projet de loi du Pays portant modification de la loi du Pays n° 2015-3 du 25 février 2015.

À la suite d'échanges avec le Pays qui a demandé au SPCPF de réunir l'ensemble des intervenants sur ce dossier (agents communaux représentant tous les archipels, la CPS, la DAS, et le ministère) et aborder tous les problèmes posés par la réforme, ont découlé plusieurs nouveaux groupes de travail pour revoir les textes mais aussi pour améliorer les pratiques, liées à l'application de la loi du Pays, des différents acteurs impliqués. Il en est découlé la nécessité de mettre en place une formation des élus et agents communaux.







## Le suivi de la réforme du code des marchés publics

L'élaboration d'un avis communal sur le projet de loi, le portage du projet de réforme en commission de l'Assemblée et la participation aux premiers groupes de travail pour la rédaction des arrêtés ont donné lieu à la mise en place d'un plan de formation pour les élus et les agents communaux qui a débuté en octobre 2017 (*lire chapitre 2*).

Accueillies très favorablement par les élus et les cadres communaux, les nouvelles dispositions contenues dans la loi du Pays N° 2017-11 du 23 mai 2017 portant sur le code polynésien des marchés publics confirment le bouleversement du dispositif de la commande publique dans le monde communal. Ce nouveau code prévoit une meilleure association des élus à l'achat public et à la manière dont les deniers publics sont utilisés, mais aussi en matière d'organisation, de méthodologie et d'anticipation de la commande publique.

À terme, ce nouveau code devrait également permettre de faire évoluer les pratiques afin d'assurer une meilleure sécurité juridique en matière de responsabilité des élus.

## Les Assises des Outre-mer : un forum pour des propositions

À l'occasion des Assises des Outre-mer, les accords de l'Élysée ont été introduits dans les travaux auxquels les communes et le SPCPF ont participé. Les élus communaux ont été saisis afin d'indiquer les actions prioritaires, selon eux, à mettre en place par l'État d'ici à 2020.

Trois axes ont été dégagés par les maires et cadres communaux sollicités :

- La poursuite et l'accélération de la modernisation du monde communal, en particulier des actions telles que la formation des cadres, la réduction de la fracture numérique et la mise en place du logiciel Hélios (application informatique de gestion comptable et financière des collectivités locales et des établissements publics locaux).
- L'affirmation du positionnement des communes dont la clarification du partage des compétences.
- Le bien-être et la sécurité de la population qui passent par exemple par la rénovation des abris de survie, mais également la remise en place des émissions radios en bande AM.

Une vingtaine de fiches-propositions ont été adressées au Pays, assorties d'une demande d'entretien avec le président pour présenter leurs travaux. Si la démarche d'associer les communes à s'exprimer sur les enjeux et solutions pour la Polynésie française est louable, le délai pour recueillir et préparer leurs avis est jugé trop court par les maires.

## Le rôle des communes en matière de développement économique

Le développement économique, domaine émergent dont les communes (conscientes du lien fort existant avec le social) veulent se saisir, reste un enjeu dans la modernisation du système communal polynésien.

### Les travaux sur le statut de 2004

La modification de l'article 43.II, pour permettre aux communes à terme d'exercer les compétences du Pays en toute légalité et en bonne coordination avec celui-ci,

## Un nouveau chef de projet « finances et fiscalité »



Christophe Valadier a intégré le SPCPF comme chef de projet « finances et fiscalité » le 2 janvier 2017 pour appuyer les maires dans le suivi des instruments financiers mis à la disposition des communes (en particulier le FIP et le contrat de projet) et de la réforme de la fiscalité communale en Polynésie française, deux sujets intimement liés. Il est également chargé des dossiers complémentaires en fonction de l'actualité communale, aux côtés de la juriste. Christophe Valadier a travaillé en étroite collaboration avec le SPCPF et les élus communaux depuis 2012, en tant que responsable de la mise en place de la FPC au sein du centre de gestion et de formation (CGF), notamment à travers des formations mais également à l'occasion de missions d'information.

a été différée le temps des élections présidentielles et de l'installation du gouvernement Macron. Le ministère des Outre-mer a transmis un projet au Pays début novembre 2017. Le SPCPF devra relancer les travaux sur ce dossier pour aboutir à des résultats concrets.

### Les entreprises publiques locales

Les élus ont pu être sensibilisés au dispositif des EPL avec des actions de sensibilisation à destination des maires, à l'occasion du congrès des communes (retour d'expérience du maire de la commune de Mont-Dore en Calédonie, Éric Gay), puis à l'occasion d'un séminaire organisé en collaboration avec la Fédération nationale des EPL.

## La modification de la réglementation eau potable

Les départements promotion de l'institution communale et eau potable, en partenariat avec le Centre d'hygiène et de salubrité publique (Pays), ont travaillé conjointement sur la modification de la réglementation eau potable datant de 1999.

Afin de bien impliquer les élus à la démarche, celle-ci s'est voulue innovante. Elle a associé les chefs de projets de département en interne (promotion et eau potable) et privilégié de nombreuses réunions préparatoires. Ces réunions ont permis d'expliquer, de vulgariser des données techniques et d'élargir les recherches en matière économique et environnementale.

Ce projet a été défendu auprès des différents acteurs concernés par un groupe de travail d'élus des Tuamotu (élus communaux et représentants de l'Assemblée), des réunions avec le ministère de la Santé, le président de l'Assemblée ainsi que la présidente et le vice-président de la commission de la santé de l'Assemblée (*lire chapitre 4*).



### EN BREF

### Les interventions du département en 2017

Qu'il s'agisse de répondre à des demandes d'avis ponctuels ou d'information des partenaires, de relayer de l'information auprès des élus ou de représenter ces derniers dans les instances de divers organismes, ou encore d'apporter un appui en interne aux départements du SPCPF, le département de la Promotion de l'institution communale gère des dossiers de plusieurs natures. En 2017, ils se répartissent ainsi :

#### • LES DOSSIERS À ENJEUX SENSIBLES :

Finances, fiscalité, loi sur la DGF, logiciel Hélios, FIP, FPC, contrat de projets de la Polynésie française, DETR, amiante, accord de Papeete/Plan de convergence/loi sur l'égalité réelle, Assises des Outre-mer, projet de code polynésien des marchés publics, RSPF.

#### • LES DOSSIERS À LONG TERME, RÉCURRENTS

Foncier (visio-conférence avec le Sénat et problématique du domaine initial), EPL (article CGCT, séminaire), CGCT (modification funéraire), participation aux 40 ans du CESC, au comité de suivi du plan climat énergie de Polynésie française, au conseil supérieur de la FPC et à divers comités de pilotage (COPIL) : santé prévention senior et handicap, Archives, SAGE, information géographique (CIG).

#### • LES DOSSIERS INTERNES

Commission Promotion, bilan 2017 (débat d'orientation budgétaire 2018), modification de la réglementation de l'eau potable aux Tuamotu, mission institutionnelle en métropole, comité syndical, bureau syndical, appui au département restaura-

tion scolaire, projet de maison des communes, congrès des communes, e-ressources promotion.

#### • LES DOSSIERS PONCTUELS

Arrêt des émissions en bande AM, allongement du délai pour les déclarations de naissance, rachat de sociétés par EMAR et contrôle des concentrations aux îles Sous-le-Vent (autorité de la concurrence), réforme du plan de préfecture nouvelle génération (organisation de la délivrance des titres d'identité en Polynésie française), COMED-DEC (communication électronique des données d'état civil), ISPF : recensement 2017, gestion des listes électorales, Conseil d'accès au droit (création du groupement d'intérêt public).



## LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES AU CŒUR DES CHANTIERS À POURSUIVRE

L'année se termine avec, pour l'avenir, des enjeux forts pour le SPCPF et les communes dans le portage des grands dossiers :

- la fiscalité communale dans un contexte d'évolution des finances communales constitue un enjeu important pour les prochaines années ;
- la participation des communes à la réflexion sur la réforme du statut de 2004 (en particulier l'article 43.II) ainsi qu'au plan de convergence est incontournable ;
- enfin, les moyens à mettre en œuvre pour accompagner et porter ces chantiers sont à renforcer au travers notamment de la mobilisation des communes, du déploiement des réseaux institutionnels.

Ces partenariats seront l'une des conditions de réussite de la modernisation des communes.

### Le changement des méthodes autour des finances communales

Une mission CNFPT réalisée en 2016 a permis de poser les bases de la réflexion. Les travaux du nouveau chef de projet finances ont porté dans un premier temps sur le toilettage du règlement intérieur du FIP en collaboration avec les équipes techniques du Pays et de l'État.

En parallèle, une réflexion a débuté avec les cadres et les élus communaux sur l'évolution des taux de financement.

#### CFL, FIP : un règlement intérieur révisé

À la demande des élus locaux, le règlement intérieur du CFL a fait l'objet d'un toilettage, en vue d'en clarifier la rédaction, de moderniser le fonctionnement de cette instance et d'homogénéiser le FIP avec d'autres instruments financiers tels que le contrat de projet.

Dorénavant le SPCPF est reconnu comme membre à part entière représentatif des intérêts communaux.

Les dossiers déposés feront l'objet d'une étude de recevabilité pouvant conduire le cas échéant à des décisions d'irrecevabilité.

La sélection des dossiers se fera à l'avenir en considérant, par commune demanderesse, l'état d'avancée des projets précédemment programmés.

Les communes auront la possibilité de mener des études préalables jusqu'à la phase projet alors qu'elles ne pouvaient auparavant obtenir un octroi de subventions que jusqu'à la phase d'avant-projet.

Le CFL se retrouvera chaque mois de novembre dans le cadre d'une réunion de suivi du FIP et des dossiers précédemment programmés. L'occasion de disposer de perspectives pour l'année suivante en matière de ressources et de nombre de nouvelles demandes.

#### Le contrat de projets 2017 : une meilleure méthode de travail

Le comité de pilotage du contrat de projet 2015-2020 s'est réuni le 3 mars pour appuyer les projets d'envergure des collectivités en matière d'alimentation en eau potable, de gestion des déchets et d'assainissement des eaux usées.

Le contrat de projet a pour vocation d'accompagner les communes à atteindre les objectifs réglementaires fixées par le CGCT en matière environnementale. Les membres du comité de pilotage du contrat de projet se rencontrent chaque année afin de déterminer les projets relevant des domaines qui feront l'objet d'un appui conjoint du Pays et de l'État.

Préalablement, les communes et leurs représentants sont invités à se présenter devant un comité d'instruction et de suivi afin d'exposer leurs projets. Une fois déduite la part que les communes doivent prendre à leur charge (de 5 à 15 % selon le nombre d'habitants), le Pays et l'État soutiennent de manière égale le reste de l'investissement.

Les élus communaux ont également exprimé leur souhait d'être mieux

associés à la programmation des dossiers retenus, et ont demandé que les critères concourant à la sélection finale des projets soient partagés. Dans l'objectif d'un meilleur appui par le SPCPF, ils souhaitent être associés au suivi des dossiers ayant fait l'objet d'une programmation.

Le haut-commissaire de la République ainsi que le vice-président du gouvernement se sont déclarés favorables à partager avec les maires les problématiques budgétaires qui sont les leurs.



### Repenser le rôle du SPCPF en matière d'appui aux élus pour la FPC

Le SPCPF s'est chargé en 2017, en collaboration avec le CGF, d'organiser les réflexions des maires (essentiellement membres du Conseil supérieur de la fonction publique des communes) à l'occasion de la grève des agents communaux de mai 2017.

Une réunion s'est tenue début juillet dans le cadre de la préparation d'une réunion du Conseil supérieur.

L'enjeu de 2018 portera à la fois sur la bonne articulation entre les instances du SPCPF, du Conseil supérieur et du CGF, de l'implication des élus dans l'évolution d'une manière générale comme plus spécifiquement dans le projet de toilettage des textes de la FPC.





*La délégation des élus municipaux polynésiens a notamment rencontré le conseiller Outre-mer du Premier ministre. (De gauche à droite : Frédéric Riveta, maire de la commune de Rurutu et vice-président du SPCPF, Damas Teuira, maire de la commune de Mahina, Xavier Brunetière, Cyril Tetuanui, président du SPCPF et René Temeharo, président du CGF et adjoint au maire de la commune de Papeete.)*

## LA CRÉATION ET L'ENTRETIEN DES LIENS INSTITUTIONNELS AVEC LES PARTENAIRES MÉTROPOLITAINS

Conduite par le président du SPCPF, Cyril Tetuanui, une délégation d'élus municipaux polynésiens s'est rendue une semaine en mission à Paris pour une série de réunions de travail qui a débuté le 14 novembre 2017. Les rencontres sur place ont permis d'établir les premiers contacts avec la nouvelle gouvernance et de faire connaître les grands dossiers communaux portés par le SPCPF et les partenaires (CGF notamment) avec la participation des parlementaires : Lana Tetuanui, sénatrice (représentée par Alain Moyrand, collaborateur) et Moetai Brotherson, député (représenté par Te Haurii Taimana, collaborateur).

La mission s'inscrivait en effet dans une démarche concertée Pays-Assemblée de Polynésie française-Communes (SPCPF) menée à deux niveaux :

- tout d'abord une prise de contact avec les représentants du nouveau gouvernement central pour :

- présenter le SPCPF et le monde communal polynésien aux nouveaux interlocuteurs ;
- informer des travaux en cours conduit par le SPCPF dans le cadre de la réforme du statut de la Polynésie française et en particulier l'article 43-II traitant de la délégation de compétences du Pays aux communes, les Assises des Outre-mer, et les questions financières (contrat de projet État/Pays/Communes, participation de l'État au FIP) ;
- initier des liens de partenariat pour un suivi régulier et efficace des grands dossiers polynésiens notamment ceux impactant le monde communal ;
- ensuite, dans le cadre des relations avec l'AMF et le CNFPT, pour informer ces partenaires historiques des rencontres effectuées et échanger sur l'avancée des dossiers communaux.

Dans la semaine du 14 au 17 novembre, les élus ont rencontré succes-

sivement : Stanislas Cazelles, conseiller Outre-mer du président de la République, François Deluga, président du CNFPT, François Baroin, président de l'AMF, Thierry Bonnier, directeur adjoint de cabinet du ministre de l'Intérieur, Xavier Brunetière, conseiller Outre-mer du Premier ministre, Rémi Bastille, conseiller chargé des affaires régaliennes au ministère des Outre-mer.

Les personnes rencontrées ont témoigné d'une grande écoute sur les points évoqués à chacun des entretiens, en prenant bien note du souhait des communes polynésiennes de jouer pleinement leur rôle dans le panorama institutionnel. Le président du SPCPF a déclaré sa satisfaction d'avoir pu présenter les dossiers à des interlocuteurs attentifs et très au fait des dossiers polynésiens. Une démarche bien accueillie par les partenaires qui ont formulé le vœu de maintenir des liens d'information afin d'assurer un suivi régulier des dossiers communaux polynésiens.

À l'issue de cette première semaine institutionnelle, la mission s'est poursuivie par la participation des élus au 100<sup>e</sup> congrès de l'AMF et notamment à la journée de l'Outre-mer le 20 novembre.

Il en résulte que le SPCPF, et donc le monde communal polynésien, sont connus des partenaires métropolitains, et qu'il est possible de s'appuyer sur ce réseau lorsqu'il faut défendre des projets, et plus généralement l'institution communale polynésienne.





## Une Polynésienne au Comité des finances locales national

Le CFL national doit compter parmi ses membres un élu communal de la zone Pacifique (Nouvelle-Calédonie ou Polynésie française). Longtemps délaissée, cette possibilité a pour la première fois été saisie par les élus communaux polynésiens en la personne de Mireille Haoatai, maire de la commune de Manihi.

L'élection des membres du CFL a permis d'élire la liste unique proposée par l'association des maires de France positionnant la mairesse de Manihi en qualité de titulaire,

et Alain Lazare, maire de la commune de Boulouparis à la place de suppléant.

Cette élection constitue une opportunité pour une représentation efficace de la Polynésie et le lien à faire avec la politique nationale. 2017 a été consacrée au renouvellement des membres et à la mise en place du comité. Mireille Haoatai a eu l'occasion d'assister à une réunion du CFL au mois de novembre. Elle a pu se rendre compte que les problématiques de ses homologues métropo-

litains sont sensiblement les mêmes que celles des édiles polynésiens.

Sa présence au sein de cette instance centrale du dialogue financier entre les collectivités territoriales et l'État offre un meilleur relais local des problématiques nationales, ainsi que la possibilité de partages avec les élus métropolitains sur les spécificités polynésiennes en matière fiscale. Le soutien technique de l'élue est assuré par le département promotion.

## LE BILAN CHIFFRÉ

### CHIFFRES ET RÉSULTATS COMPTABLES

	Fonctionnement
Situation fin 2016	4 640 826 F CFP
Dépenses 2017	38 466 457 F CFP
Recettes 2017	39 520 831 F CFP
Situation fin 2017	1 054 374 F CFP

### RÉPARTITION PAR DOMAINE D'ACTION

	Réalisé			
	Nombre d'actions	Stagiaires	Heures	Coût global
Juridique	2	15	85	500 000
Finances et fiscalité	8	44	266	1 097 622
Code des marchés publics	3	31	182	215 845
FPC	2	22	119	624 815
Égalité réelle	2	24	188	235 172
Social	3	19	115	159 482
TOTAL	20	155	955	2 832 936

Les tableaux ci-dessous traduisent et résument l'année au niveau des groupes de travail :

### GLOBAL

PRÉVU				RÉALISÉ			
Nb d'actions	Stagiaires	Heures	Coût global	Nb d'actions	Stagiaires	Heures	Coût global
16	219	2 317	5 659 700	16	219	2 317	5 659 700
Différence				4	-64	-1 362	-2 826 764
Taux de réalisation				125%	71%	41%	50%

### FIP

PRÉVU				RÉALISÉ			
Nb d'actions	Stagiaires	Heures	Coût global	Nb d'actions	Stagiaires	Heures	Coût global
9	156	1 876	4 386 700	8	83	546	1 651 017
Différence				-1	-73	-1 330	-2 735 683
Taux de réalisation				89%	53%	29%	38%

Les résultats de l'année mènent à un déficit de 1,6 MFcfp dû à la réalisation de groupes de travail dans des domaines non financés par le FIP et par une mission institutionnelle d'un périmètre plus important que prévu en novembre afin de rencontrer les nouveaux partenaires métropolitains. Ce déficit devra être compensé en 2018.



## UN DÉPARTEMENT FACE À DES SOLLICITATIONS CROISSANTES

Cette année, la mobilisation des élus et des cadres communaux a répondu à l'objectif d'une représentativité des différentes communes et archipels ; la validation lors des réunions importantes (congrès, comités syndicaux par exemple) est très appréciée et apporte aux travaux et avis rendus une force qui profite au monde communal.

Le SPCPF est parfaitement positionné dans son rôle de porte-parole des communes polynésiennes et a poursuivi, que ce soit en Polynésie française et en métropole, sa mission de référent du monde communal notamment dans le cadre des Assises des Outre-mer et de la rencontre des membres du nouveau gouvernement en métropole. Et c'est également le bilan à mi-mandat dressé par les communes à l'occasion de leur 28<sup>e</sup> congrès, qui confirme la reconnaissance du monde communal notamment par le Pays et l'État avec lesquels les partenariats se renforcent.

Le pendant de cette reconnaissance : une sollicitation croissante du SPCPF en tant que représentant du monde communal.

Le département continue de faire face aux demandes en s'adaptant continuellement aux calendriers des partenaires. En effet, malgré des avancées réelles dans les relations institutionnelles, les difficultés à se faire comprendre et à travailler sur la base de méthodes et de calendriers partagés sont mises en avant par les communes et leur syndicat.

La question des moyens financiers et humains s'est donc davantage posée en 2017 pour répondre aux enjeux présents : à la fois pouvoir être représentatif de la diversité du monde communal mais également présent pour accompagner effectivement les grands dossiers communaux. Des enjeux d'autant plus conséquents que la réflexion ne peut se mener que sur le conceptuel, et qu'il est impératif pour l'avenir de pouvoir travailler sur des éléments concrets, comme par exemple les simulations de fiscalité et le chiffrage des actions communales en matière sociale ou de développement économique. Enfin, autre point à améliorer : si le travail réalisé par le département est conséquent, il manque de visibilité faute d'une

communication suffisante du département et d'une mobilisation d'un nombre relativement faible d'élus.

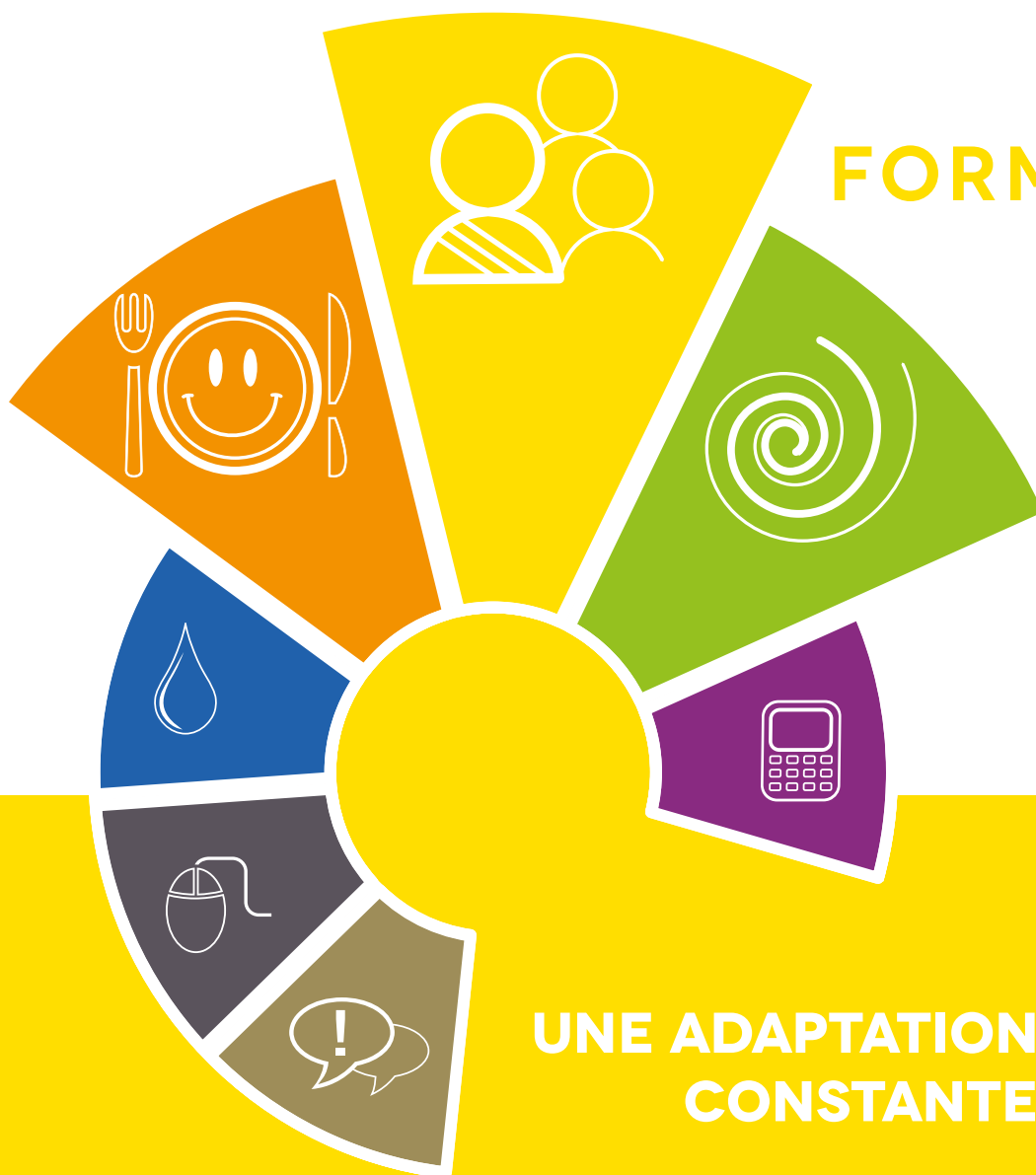
Cette année 2017 est marquée par la continuité des projets, voire leur achèvement (code des marchés et RSPF), la transition liée au départ progressif du DGS très investi dans cette compétence et le renforcement des ressources humaines avec le recrutement du chef de projet « finances et fiscalité ».

Le leadership communal, incarné par le SPCPF, tend à se développer au travers de multiples sollicitations sur toutes les questions qui impactent la vie communale ou pour représenter la voix des communes et demande au syndicat de consolider ses ressources humaines.





# FORMATION DES ÉLUS



## UNE ADAPTATION CONSTANTE

Le département formation accompagne les élus dans l'acquisition d'outils pour mener à bien leur mandat par des formations, séminaires et journées thématiques. L'essentiel de son activité s'articule autour des objectifs suivants :

- **FORMER LES ÉLUS** en vue de contribuer au développement des connaissances et des savoir-faire utiles à l'exercice de leur fonction d'élus;
- **ORGANISER DES RENCONTRES** entre élus, cadres et partenaires du monde communal pour analyser les pratiques, réfléchir aux problématiques communales et définir ensemble des perspectives (congrès des communes);
- **FAVORISER LES PARTAGES D'EXPÉRIENCES** entre élus et agents communaux pour améliorer le service à la population (séminaires, séminaires intra et journées thématiques);
- **CONCEVOIR DES FORMATIONS** adaptées aux besoins identifiés par les départements du SPCPF (la promotion institutionnelle, la restauration scolaire, l'eau potable et l'informatique);
- **SOUTENIR** le réseau des élus formateurs.

Les orientations, pour la formation, en 2017, se sont organisées autour de quatre axes. Le premier axe, développer des actions permettant aux équipes municipales de mener efficacement les projets communaux, fait apparaître la nécessité de s'adapter de plus en plus aux besoins spécifiques des communes et archipels. L'accompagnement des réformes institutionnelles et les avancées du département restauration scolaire ont particulièrement marqué cette année. Les élus formateurs ont initié un tournant en s'impliquant dans la conception des formations. Enfin, le renforcement et la dynamisation de l'ingénierie de formation ont donné lieu au recueil des besoins des communes et à une évaluation du département par un expert du CNFPT qui souligne notamment la pertinence du dispositif.

43

actions

797

stagiaires

pour 974 candidatures  
dont 119 présences  
de maires

10 947

heures d'action

35 089 250

Fcfp (coût global)

## DES FORMATIONS EN FAVEUR DE L'EFFICACITÉ DES PROJETS COMMUNAUX

### Un programme axé sur la gestion communale

Permettre aux équipes municipales de mener efficacement les projets communaux a constitué l'une des orientations de l'année 2017. Celle-ci a été déclinée par la mise en œuvre d'un programme axé sur les fondamentaux de la gestion communale : conduite de projet et de réunion, relation élus-cadres, sécurité, budget, foncier, connaissance des institutions, management et communication.

Les actions annulées ont été remplacées par d'autres, mises en place pour absorber le programme sur le « nouveau code polynésien des marchés publics » soit au total 43 actions réalisées sur les 44 prévues initialement.

L'effort pour permettre aux participants de disposer d'une ressource

documentaire à l'issue de chaque formation avec un support personnalisé de clés USB a été poursuivi en 2017. À terme, cette clé ne devrait être conservée que pour les communes ne disposant pas de connexion Internet. En effet, l'espace e-ressources devrait prendre le relais. (cf. chapitre 6)

### La journée thématique pour informer et sensibiliser

Un objectif important de 2017 a été de proposer des méthodes permettant de concilier apport technique et partage d'expérience. La formule « journée thématique » fonctionne bien pour remplir un objectif d'information ou de sensibilisation (budget annexe, EPL, lire encadré ci-dessous).

Ces actions ont permis un vrai travail de partenariat entre le département formation du SPCPF, les communes et les partenaires opérants tels que le CGF, l'AFD, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Fédération nationale des EPL, la SEML Te Ora No Ananahi de Papeete, la DDC (Pays) et l'État. Elles ont nécessité un travail important de conception, de coordination et d'organisation pour le département formation.



### Un séminaire sur les EPL au service des collectivités locales

L'intérêt pour le thème des entreprises publiques locales (EPL) n'a pas été démenti par la présence des 80 participants au séminaire qui lui a été dédié en septembre par le SPCPF à l'initiative de son président. Ce dispositif, étendu aux communes polynésiennes depuis 2016, leur permet d'appréhender différemment le financement de certains de leurs projets et leur participation au développement économique.

◀ Le sénateur Jacques Chiron, président de la fédération des entreprises publiques (site : [www.lesepl.fr](http://www.lesepl.fr)) et sa collaboratrice, Isabelle Deluc-Charles, ont expliqué les avantages et les risques liés à la création de telles entreprises. Les élus ont pu également prendre connaissance des conditions de financement de ces structures par la caisse de dépôt et consignations grâce à l'intervention de son directeur des Outre-mer, Dominique Mirada.



## Séminaire intra : vers des formations « à la carte » ?

Les maires sont particulièrement demandeurs d'actions « intra-archipel » ou « intra-conseil municipal » notamment sur des thèmes comme la sécurité ou la conduite de projet et la relation élu-cadre. Des domaines dans lesquels le SPCPF a eu l'opportunité de transformer ou d'ajouter des actions (en principe ouvertes à un public large d'élus) à des communes spécifiques : Hao sur la conduite de projet et Teva I Uta sur le plan communal de sauvegarde.

Le besoin d'information et de partage d'expérience entre communes d'un même archipel sur une problématique spécifique se dessine et s'amplifie (par exemple : la restauration scolaire et les problématiques de reprise en régie ou encore les principes d'élaboration d'une tarification dite sociale). Cette année, 2 séminaires intra ont pu être organisés réunissant au total 33 stagiaires pour 462 heures de formation.



## Pour une meilleure gestion des risques : le plan communal de sauvegarde

**La plupart des communes ont déjà un plan communal de sauvegarde (PCS), toutefois les intempéries du 22 janvier 2017 ont démontré la difficulté de sa mise en œuvre par les communes, soit par manque d'information et de connaissance sur le sujet, soit du fait de l'absence de mise à jour des informations contenues dans celui-ci. Le SPCPF a donc mené trois actions sur ce thème en 2017.**

Sur le territoire de la commune, en matière de sécurité civile, le maire est responsable de l'organisation, de la préparation et de la mise en œuvre des moyens de secours. Il dispose de moyens humains et matériels, d'un plan communal de sauvegarde (PCS) et, en cas de crise, prend les décisions et engage les actions à partir de son PC communal.

Le PCS définit une organisation et des actions qui seront à mener en vue de faire face à une crise, c'est un outil de décision pour le maire et son équipe municipale. L'organisation du PC communal doit lui permettre d'accéder à l'ensemble des données pour répondre à la problématique communale et engager au mieux ses moyens.

Parmi les formations conduites par le SPCPF sur le plan communal de sauvegarde, l'une mixte s'est déroulée en intra à Teva i Uta. Elles visaient à présenter différents scénarii de crise (évacuation, feu...) pour savoir comment les gérer. Elles ont permis une prise de conscience collective de l'importance d'actualiser le PCS, de définir les risques sur son territoire afin d'être en mesure de protéger et sauvegarder la population en cas de crise.

◀ La présentation des outils et des moyens à mettre en œuvre pour faire face à tout type d'événements indésirables susceptibles d'entraîner une crise communale s'est poursuivie, le deuxième jour, par une mise en situation.



## Le congrès : l'événement phare du SPCPF



Le 28<sup>e</sup> congrès des communes, qui s'est tenu du 31 juillet au 3 août à Mahina (en photo ci-dessus, son maire, Damas Teuira), a rassemblé près de 320 personnes, dont 188 élus et cadres communaux venus des cinq archipels, 67 participants des intercommunalités, 45 des établissements partenaires et 20 intervenants.

Le congrès s'est consacré à dresser un bilan à mi-mandat sur le fonctionnement de la gouvernance, de l'administration communale et l'avancement

des projets. Il était question pour les *tāvana* d'évaluer les actions menées par mais aussi pour les communes et de dégager une vision prospective de leur engagement et de leurs actions. La reconnaissance des communes comme un véritable partenaire est désormais acquise, et l'importance de travailler ensemble avec l'État et le Pays est soulignée par tous. Le président du SPCPF, Cyril Tetuanui, a exprimé sa satisfaction des avancées obtenues, d'une part, sur les chantiers ouverts, d'autre part, sur la volonté du gouvernement du Pays de respecter les communes et de travailler avec elles.

Les bilans ont relevé : des outils juridiques qui, s'ils sont connus des élus, demeurent complexes et parfois inadaptés ; malgré l'existence d'outils financiers, le manque de fonds propres qui réactive la question d'une fiscalité communale ; et des compétences environnementales de plus en plus assumées même si parfois avec difficulté. Les maires ont finalement dessiné leur vision de communes attractives sur le *fenua* :

un espace qui garantit le bien-être d'une population, ainsi maintenue sur un territoire préservant l'authenticité polynésienne selon les spécificités des archipels, à travers plusieurs engagements touchant les projets communaux, la fiscalité, l'environnement, la sécurité civile, l'intercommunalité, et le développement de la démarche participative de la population.

Le congrès exige une préparation importante impliquant la mobilisation des intervenants, des élus formateurs et des équipes techniques SPCPF et communales. Il a pris une nouvelle dimension depuis deux ans avec l'organisation d'un espace dédié à des exposants dans une démarche de village dynamique (visites, points informations, animation de stands...). Pour conserver et poursuivre en qualité, plus de moyens techniques (matériel) et humains (organisation) devront être prévus. Organiser un congrès dans les îles, s'il témoigne du désir de mieux connaître les archipels et de partager les problématiques de proximité, appellerait des moyens adaptés à ce type d'ambition.







## Les différents formats de formations

**Les formations** : ouvertes à tous sur des thèmes choisis par les participants au sein d'un catalogue de formation (en principe, 13 participants par formation de 2 à 5 jours).

**La journée thématique** : ouverte à tous, elle dure une journée sur une thématique et un public ciblé.

**Le séminaire** : ouvert à tous, il dure deux jours sur un thème général.

**Le séminaire intra ou inter-archipel** : ouvert à la commune (élus et/ou agents) ou aux communes d'un même archipel sur un ou des thèmes spécifiques au besoin préalablement identifiés, il dure en moyenne entre 2 à 3 jours.

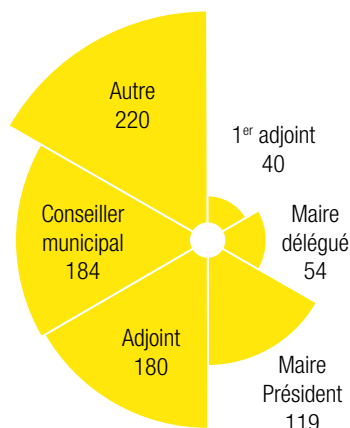
## La participation et son organisation en amélioration

Les résultats sont en amélioration par rapport à 2016. La différence entre le moment de la candidature et le réel présente un écart de 177 candidats contre 266 en 2016. Les désistements ont été signalés suffisamment à l'avance pour permettre au département de les remplacer. Le recul des absences en 2017

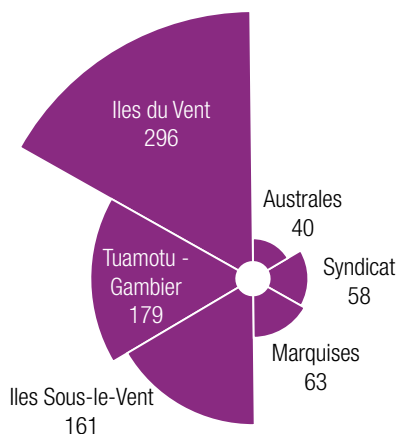
(52 contre 101 en 2016), témoigne d'une gestion au plus près des participants. Le nombre de candidats refusés reste cependant important : 206 en 2017 contre 110 en 2016, toujours source de frustration pour les élus. Enfin, la participation par typologie d'élus ou par archipel reste, en proportion, semblable à 2016.

## RÉPARTITION DES PARTICIPANTS

### • par type d'élus



### • par archipel



## ACTIVITÉ DU DÉPARTEMENT FORMATION EN 2017

DOMAINES	Nombre d'actions	Nombre de participants	Nombre d'heures
PROGRAMME FORMATION			
Fondamentaux	17	253	2 920
Budget de la commune	1	12	168
Conduite de projet en commune	1	13	182
La commune et les institutions	1	17	238
Foncier	1	14	189
Le nouveau code polynésien des marchés publics	4	78	553
PCS gestion de crise (séminaire intra Teva I Uta)	3	51	665
Police littorale (action mixte)	1	11	207
Management et communication	5	57	718
RSPF (application réforme/rôle de la commune)	10	74	592
Grands événements (congrès, conférences)	4	205	5 418
dont le 28 <sup>e</sup> congrès des communes	1	188	4 956
Séminaires thématiques (EPL, RS, QBE)	4	136	946
Journée thématique (finances communales)	1	30	210
PROJETS DU DÉPARTEMENT			
Animation du réseau des élus formateurs	4	64	677
Ingénierie formation (évaluation)	1	24	48
Commission (bilan programmation)	1	10	126



## DEUX PLANS DE FORMATION POUR MAÎTRISER LES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Le département formation a élaboré deux programmes spécifiques visant à accompagner les communes dans la mise en œuvre des réformes du RSPF (11 actions RSPF) et du code polynésien des marchés publics (6 actions CPM).

Le volet RSPF a été financé par le Pays à hauteur de 5 858 320 Fcfp.

Le volet code des marchés publics non programmé au département formation des élus a pu être supporté par la subvention FIP.

Les résultats positifs en termes de collaboration institutionnelle (CPS, Pays, Trésor) et de participation des communes permettent de récompenser le travail important des équipes SPCPF et CGF, opérateurs pédagogiques du projet.

Ce programme a fortement mobilisé les équipes des départements promotion institutionnelle et formation.

Ces deux thématiques constituant des réformes à appliquer ont donc été déployées en priorité par rapport à d'autres thématiques (fiscalité par exemple) et témoignent de la capacité du SPCPF à s'adapter à l'actualité.

### S'approprier le nouveau code polynésien des marchés

Un nouveau code des marchés publics en Polynésie française est applicable à tous les acteurs de la commande publique intervenant sur le *fenua* à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le dispositif nécessitait une appropriation par ses utilisateurs. Une action de formation mixte a été organisée au SPCPF sur ce sujet.

Les nouvelles dispositions contenues dans la loi du Pays N° 2017-11 du 23 mai 2017 portant sur le code polynésien des marchés publics ont été accueillies très favorablement par les élus et les cadres communaux. Ce nouveau code favorise l'association des élus à l'achat public et à la manière dont les deniers publics sont utilisés, mais aussi l'organisation, la méthodologie et l'anticipation de la commande publique.

Conséquence directe des changements intervenus, l'application de ce nouveau code a nécessité 10 actions de formation et d'information des élus et des agents communaux et intercommunaux tout comme des entités de l'État (TIVAA, contrôle de légalité notamment), dont 4 spécifiquement dédiées aux élus et cadres communaux et organisées par le département formation.

Cette formation vise à leur permettre :

- d'identifier les pratiques à améliorer en matière d'achat public ;
- de maîtriser les grandes évolutions applicables au nouveau code polynésien des marchés publics ;
- de maîtriser leur rôle et responsabilité en matière d'achat public ;
- de mettre en œuvre une politique d'achat public bénéfique pour les deniers publics et le service au citoyen ;
- pour les élus : se garantir de tout risque juridique ;
- pour les DGS et SG : être en capacité de conseiller les élus dans leur rôle.

Y ont pris part en 2017, 78 participants : élus communaux-maires ou élus délégués en charge de travaux et/ou du suivi des opérations de projets dans les grands domaines (eau potable, assainissement, etc.), et cadres communaux.

Mis en œuvre par le centre de gestion et de formation (CGF), un ambitieux plan de formation à destination des techniciens praticiens du nouveau code dans les communes s'est tenu en parallèle des actions mixtes (élus/cadres communaux) organisées par le SPCPF d'octobre à décembre 2017.





## Comprendre la réforme du RSPF et savoir l'appliquer

Les échanges sur la réforme du RSPF (cf. chapitre 1) avait pointé un problème flagrant de formation des agents chargés de recevoir les demandeurs lors de leur inscription. En complément de l'information diffusée, les communes ont demandé l'organisation d'une formation complète, traitant de l'ensemble du dossier, ainsi qu'une information des élus pour qu'ils deviennent parties prenantes de l'application de la réforme. En partenariat avec le CGF, le SPCPF a donc piloté la conception d'un plan de formation (pour lequel les élus ont demandé un financement à 100 % par le Pays).

Après un recensement réalisé par le SPCPF auprès des communes, il est apparu que 115 élus et 322 agents étaient concernés pour une opéra-

tion de 37 formations (10 SPCPF / 27 CGF) d'un coût total d'environ 13 millions Fcfp, financée par le comité de gestion du RSPF à la CPS.

La conception de la formation a été réalisée grâce à un partenariat étroit entre le SPCPF, le CGF, la DAS et la CPS, chacun disposant d'intervenants. Les actions de formation, qui se sont tenues de mai à octobre pour les cinq archipels, ont reçu des retours très positifs de la part de l'ensemble des personnes impliquées, qui ont mis en avant le partenariat efficace entre les différentes entités (DAS, CPS et communes via le SPCPF et le CGF).

Les stagiaires ont particulièrement apprécié la présence simultanée de la DAS et de la CPS, le fait d'aborder les principes de la PSG et le travail en ateliers sur des cas pratiques.



# LA PERTINENCE DE L'INGÉNIERIE DE FORMATION FACE À DES MOYENS À CONSOLIDER



L'équilibre des moyens, recherché pour conduire le programme de 2017, a été difficile à tenir notamment sur le plan des moyens humains. Le recrutement sur contrat occasionnel de six mois a permis de répondre efficacement à l'anticipation d'une importante charge de travail.

Le glissement du responsable du département vers le poste de direction générale a impacté le pilotage du département et occasionné du retard dans la gestion interne des projets.

Parmi les projets 2017, une phase de recueil des besoins des communes suivie d'une évaluation du département de la formation a dressé un état des lieux de la compétence. Avec l'appui des élus formateurs, le SPCPF est parti à la rencontre des élus dans plusieurs communes sur Tahiti et dans les archipels (6 communes sur 10 programmées). Cette démarche, très appréciée, a permis de recueillir des éléments sur la qualité perçue des formations et des demandes pour l'avenir. Elle a été complétée par les travaux des commissions sur les bilans annuels et par une étude demandée au CNFPT.

L'étude a été conduite par un spécialiste en ingénierie de formation, Dominique Desouches (en photo ci-dessus avec l'équipe du département formation. De gauche à droite : Tamatea Taputu-De-Vriendt, Kissy Baude et Ivana Surdacki), qui a rencontré un large panel d'acteurs bénéficiaires ou partenaires de la formation.

De ses travaux, il ressort que :

- **L'offre proposée est variée** et couvre différents champs permettant à un large public d'élus de candidater.
- **La pédagogie de l'échange est très appréciée** et répond aux attentes, tout comme l'intervention de l'élus formateur pour la dimension partage d'expérience.
- **Les formations mixtes sur certains thèmes sont bien accueillies**, permettant de mieux appréhender les champs d'intervention de chacun (élus/cadres).
- **La formule journée thématique** par public cible (taille de commune, inter-communalité) semble être **adaptée**.
- **L'information** (à jour, traitée, expliquée et pouvant faire l'objet d'actions de sensibilisation ou pourquoi pas de fiches pratiques) sur des points d'actualité ou de réforme est **une préoccupation transverse** des élus qui se disent être souvent un peu « décalés ».
- **Les points de vigilance** résident dans la capacité du département à organiser l'intra-communal ou l'intra-archipel. Par ailleurs, l'incompréhension face aux candidatures non satisfaites donne lieu à critiques sur la politique menée en matière de sélection.

Enfin, il semble utile de continuer à recueillir les besoins pour permettre au département de « rester en connexion » avec les communes et proposer une offre adaptée à leurs réalités.

L'organisation interne à la commune pour présenter chaque année l'offre de formation et assurer la gestion des candidatures est une source de souci pour les élus interrogés. La désignation d'un référent communal en la personne du délégué syndical SPCPF a été envisagée.

Le projet de contractualisation n'a pu être lancé concrètement en 2017. En revanche, il semble que le concept de « convention » soit mieux compris que celui de « contractualisation », ce terme renvoyant à une dimension juridique plutôt qu'à la notion de partenariat.

Enfin, le fonctionnement du dispositif questionné souligne le respect de la politique budgétaire en 2017 mais avec des moyens humains insuffisants ; une grande réactivité pour répondre aux demandes ; une organisation professionnelle et une implication très fortes des agents (2 agents dont le départ programmé de la responsable en 2018) ; un département qui absorbe une charge de travail conséquente et une équipe qui vit des changements importants et qu'il faut accompagner et stabiliser en termes de ressources et de compétences.

## Le soutien au département restauration scolaire

L'accompagnement et le soutien technique au département restauration scolaire s'est traduit :

- d'une part, par la participation du chargé de formation à la conception et l'appui technique et logistique de la formation sur les fondamentaux de la restauration scolaire pour le public tahitien puis paumotu, et
- d'autre part, par un renforcement de la « spécialisation » de 4 élus formateurs.

Des actions pertinentes dans le cadre du projet restauration scolaire qui rencontre un public attentif. (lire chapitre 3).





### La dynamique et les compétences des élus formateurs

La charte de l'élus formateur a été menée à son terme donnant un cadre et des repères pour l'activité de formateur occasionnel (profil attendu, conditions d'accès, valeurs et déontologie, moyens techniques et logistiques des interventions, indemnisation, etc.). Les élus les plus motivés et disponibles ont pu valoriser leur implication en tant que concepteurs de formation. Le renforcement de leur approche pédagogique a fait l'objet d'un travail en continu à l'occasion de la préparation de formations (restauration scolaire, foncier, budget, PCS, les institutions...). La préparation du congrès des communes a largement mobilisé l'équipe d'élus formateurs qui s'est impliquée à des niveaux différents.

Sur les 44 actions de formation programmées, 24 ont été conçues et animées avec les élus formateurs. Par ailleurs, la possibilité donnée par la charte de pou-

voir se mettre en « réserve » a été utilisée par plusieurs élus, pouvant conduire parfois à réduire le pool de formateurs disponibles et concentrer l'activité sur une petite équipe.

La méthodologie formation-action appliquée à la préparation du congrès et du séminaire sur les coûts en matière de restauration scolaire a permis de prendre conscience des enjeux liés à la dynamique de groupe et à l'autonomie de chaque élu formateur. Les bons résultats doivent être encouragés.

Le programme 2017 a souligné l'importance d'un accompagnement en continu et soutenu des élus formateurs pour les aider à progresser et à renforcer leurs bases pédagogiques. La connaissance des problématiques communales et le bilinguisme restent une plus-value importante du dispositif mis en place. Et la fonction « élu-formateur » est une ressource à préserver eu égard à la disponibilité de certains.

## LE BILAN CHIFFRÉ

Le bilan chiffré souligne les efforts de gestion pour stabiliser les dépenses et mieux appréhender les estimations d'une année sur l'autre. Il attire aussi l'attention sur les contraintes des limites des ressources humaines du département qui semblent avoir été atteintes en 2017.

### LE BUDGET GLOBAL

Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global
<b>PRÉVU</b>			
44	764	11 743	48 188 000
<b>RÉALISÉ</b>			
43	797	10 947	35 089 250
<b>DIFFÉRENCE - TAUX DE RÉALISATION</b>			
-1	33	-796	-13 098 750
98%	104%	93%	73%

La différence provient de la non-réalisation de la mission des rencontres COM du CNFPT et d'une gestion au plus près des actions.

### ÉVOLUTION DU BUDGET GLOBAL EN % 2015-2016-2017

	2015	2016	2017
Réalisation	81	117	98
Stagiaires	81	108	103
Heures	77	99	95
Exécution budget	77	86	74

### LE BUDGET DU DÉPARTEMENT FORMATION

	Fonctionnement en FCFP	Investissement en FCFP	Global
<b>PROGRAMME FORMATION</b>			
Situation fin 2016	7 146 622	4 993 222	12 139 844
Dépenses 2017	40 542 467	4 892 988	4 892 988
Recettes 2017	52 552 560	4 993 222	57 454 782
Situation fin 2017	12 010 093	5 398 923	17 409 016

### LA PART FIP DU BUDGET

Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global
<b>PRÉVU</b>			
18	287	4 201	15 426 700
<b>RÉALISÉ</b>			
20	388	3 845	12 123 084
<b>DIFFÉRENCE - TAUX DE RÉALISATION</b>			
2	101	-356	-3 303 616
111%	135%	92%	79%

La part du budget financée par le FIP a été consommée conformément aux prévisions. Doivent par ailleurs être soulignés l'accompagnement et le soutien à la réforme du code des marchés dont le plan de formation a été financé par ce fonds. Les résultats indiquent une bonne consommation des crédits subventionnés.

Les résultats indiquent une augmentation puis une stabilité de la participation des élus et des heures de formation. Le déficit de moyens humains du département en 2017 marque la difficulté du suivi de l'exécution budgétaire.



## UN PROGRAMME AMBITIEUX RÉALISÉ

Le programme du département formation cette année s'est avéré ambitieux dans un contexte d'évolution dû à la réorganisation interne du SPCPF (la responsable du département formation étant mobilisée sur la fonction de DGS) et aux réformes institutionnelles qui se sont imposées aux communes (RSPF, code des marchés publics).

Dans un environnement institutionnel et économique en mutation, les besoins des communes en formation et information augmentent et le SPCPF a répondu à ces exigences, adaptant son programme aux nécessités.

En 2017, le programme initié était à dominante juridique, financière et environnementale. Les actions d'accompagnement des réformes (RSPF et code des marchés publics) ont produit de bons résultats. L'effort de gestion et le souci d'accueillir le plus grand nombre de participants en formation mérite d'être souligné.

Plus globalement, les résultats et une évaluation conduite

durant l'année par un expert du CNFPT démontrent un dispositif reconnu par le monde communal, pertinent et qui s'adapte continuellement. Ils confirment d'une part, la rigueur et le professionnalisme du département ainsi que des partenariats opérants (CGF, AFD, Pays, CPS, DAS, État et communes), et d'autre part, la cohérence des thèmes de formation et des méthodes pédagogiques. Celles-ci procèdent d'une démarche d'écoute et de prise en compte des évolutions et des réalités locales.

Sur le plan financier, l'augmentation depuis 2014 de l'activité du département formation a consommé l'excédent. Le FIP a financé une partie du programme de formation à près de 80 % pour éviter une hausse trop importante des contributions des communes. Le bilan chiffré souligne les efforts de gestion pour stabiliser les dépenses et mieux appréhender les estimations d'une année sur l'autre. Il attire l'attention sur deux éléments importants : les contraintes auxquelles le département est

confronté avec la fluctuation de la participation des communes et les limites des ressources du département formation, notamment humaines (techniciens et élus formateurs), pour conduire et développer les projets.

La demande croissante des communes implique aussi de revoir les formats des formations et leurs modalités afin de toucher le plus d'élus possible. Les thématiques évoluent d'une année sur l'autre et imposent au département formation de s'adapter à l'actualité. La désignation d'un référent formation dans la commune pouvant servir de relais entre la commune et le SPCPF est une question qui se pose pour un accompagnement au plus près des besoins et pour mieux orienter et ouvrir davantage l'accès aux formations.



# RESTAURATION SCOLAIRE



## DES PROJETS EN VOIE DE CONTRACTUALISATION

Le SPCPF est habilité à exercer la compétence dans le domaine de la restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré, à savoir :

- **CONDUIRE** les études en la matière telles que la comparaison entre deux modes de gestion, l'étude préalable à la construction et à l'acquisition d'équipements de production ;
- **PROPOSER** le conseil/assistance à la gestion : sur la base des objectifs validés par la commune, le SPCPF collecte les informations pour la constitution du projet, mobilise les partenaires du domaine, propose une méthodologie de travail et les indicateurs de suivi correspondants.

La possibilité de mener des études pour le compte des communes reste peu sollicitée par ces dernières. L'essentiel du département se concentre donc autour de l'accompagnement des communes dans le montage, la mise en œuvre et le suivi des projets visant à améliorer leur service de restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré. Il développe également des projets transverses de manière à apporter des réponses concrètes à toutes les communes adhérentes à la compétence. La finalité : les aider à servir des repas de qualité aux enfants des écoles maternelles et primaires.

Parmi les axes de travail en 2017, le développement des ressources internes du département, en vue d'améliorer la qualité de services aux communes a influencé le reste du programme restauration scolaire. Celui-ci a néanmoins respecté les orientations définies initialement à savoir :

- accompagner les communes dans la mise aux normes de leur service ;
- contribuer à la professionnalisation des services en partenariat avec le CGF et le département formation du SPCPF ;
- valoriser les communes pionnières et maintenir la dynamique de changement.

## UN PROGRAMME REVISITÉ AU REGARD DES RESSOURCES HUMAINES

33

communes adhérentes

1

chef de projet

1

technicienne qualité

21

missions de terrain dans 11 communes

L'année 2017 a notamment été marquée par le recrutement d'une technicienne qualité restauration scolaire et la réorganisation du département en conséquence pour un meilleur service aux communes.

### Un recrutement à durée déterminée

Lors du recrutement, parmi les candidats qui répondaient aux critères recherchés pour ce poste et vérifiés par des épreuves professionnelles, ne se trouvait ni fonctionnaire communal, ni lauréat de concours, ni agent non titulaire de la FPC, ni fonctionnaire titulaire d'une autre fonction publique. C'est Heimiri Raoulx (*photo*) qui a été recrutée le 1<sup>er</sup> juin, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée d'un an



non renouvelable, comme les textes l'autorisent. Et le programme 2017 a été révisé en conséquence. Il a notamment été décidé de ne pas lancer des projets nécessitant une visibilité sur le long terme au risque de devoir les interrompre en même temps que le contrat à durée déterminée. Suite au recrutement de la technicienne qualité, l'accent a été mis sur les actions directes en faveur des communes adhérentes notamment celles des îles Sous-le-Vent.

## LE CALENDRIER DES ACTIONS DU DÉPARTEMENT EN 2017

<b>Janvier</b>	• Mission de terrain à Ua Huka en préparation de la signature du contrat
<b>Février</b>	• Contractualisation avec la commune de Ua Huka
<b>Mars</b>	• Mission de terrain à Rurutu pour créer la vidéo promouvant les produits locaux • Séminaire mixte « La tarification d'un service de restauration scolaire du 1 <sup>er</sup> degré »
<b>Avril</b>	• Formation du chef de projet à l'éducation au goût • Participation à la 1 <sup>re</sup> édition du Village de l'alimentation et de l'innovation (VAI) de ASAE Conseil
<b>Mai</b>	• Restitution de l'audit organisationnel du service de restauration scolaire de Nuku Hiva à la commune
<b>Juin</b>	• Accueil du technicien qualité • Audit des locaux et des équipements de la cuisine centrale de Bora Bora
<b>Juillet</b>	• Stand de sensibilisation au gaspillage alimentaire lors du 28 <sup>e</sup> congrès des communes à Mahina
<b>Août</b>	• Mission dans les trois communes de Raiatea pour la passation du suivi de ces communes par le technicien qualité
<b>Septembre</b>	• Animation d'une séquence restauration scolaire auprès des communes de la CODIM et mission de terrain à Nuku Hiva • Séquence de sensibilisation à l'hygiène alimentaire de responsables des services de restauration scolaire de 14 communes
<b>Octobre</b>	• Formation mixte sur les fondamentaux restauration scolaire
<b>Novembre</b>	• Participation du SPCPF à l'édition 2017 de la Semaine européenne de la réduction des déchets
<b>Décembre</b>	• Mission de terrain à Huahine pour un bilan d'étape du projet pilote sur les budgets annexes en partenariat avec l'AFD





## Objectif « un repas de qualité et sans risque sanitaire pour les enfants » à Bora Bora

Servir un repas de qualité et sans risque sanitaire constitue une des priorités de l'équipe municipale de Bora Bora. La commune a fait appel au département restauration scolaire du SPCPF pour les guider dans cette démarche.

L'équipe du département restauration scolaire s'est rendue à plusieurs reprises à Bora Bora afin de définir les besoins nécessaires à l'amélioration des conditions d'hygiène et de travail sur le site de la cuisine centrale de Vaitape. Le SPCPF a également fait appel à un prestataire pour réaliser un audit du matériel de la cuisine centrale. Objectif : permettre à la commune de Bora Bora d'investir dans du matériel utile, nécessaire et adapté à ses spécificités. Pour optimiser la mise en place de ce diagnostic, un déplacement sur place a permis de dresser un état des lieux et de confirmer les objectifs et les dates de l'audit. La technicienne qualité venue rejoindre le département Restauration scolaire du SPCPF a saisi cette opportunité pour faire un point d'étape sur les mesures d'hygiène pratiquées au sein de la cuisine centrale de la commune. Objectif : mettre en place un projet de sensibilisation sur le thème de la réduction des risques sanitaires liés à la préparation d'un repas. Au terme de la mission, une liste d'investissements urgents a été transmise au maire, son élu délégataire, et à l'équipe de la cuisine centrale. La commune a désormais une meilleure vision des investissements essentiels pour l'amélioration de la cuisine centrale de Vaitape.

## L'ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES DÉJÀ ENGAGÉES SE POURSUIT

Audit du matériel des cantines scolaires, suivi de l'avancement des projets sur le terrain, mises aux normes de cuisines centrales, etc., l'accompagnement du SPCPF s'accomplit dans de nombreuses directions. Les conseils et l'assistance du département restauration scolaire font désormais l'objet d'un contrat avec la commune adhérente à la compétence dès lors que son projet est bien arrêté.

### Des interventions directes et ciblées

Le SPCPF a véritablement accompagné six communes sur les huit annoncées initialement (Bora Bora, Hao, Nuku Hiva, Ua Huka et, dans le cadre de projets pilotes, Huahine et Mahina). S'y sont ajoutées trois autres communes.

- La commune de Bora Bora a bénéficié pour sa cuisine centrale d'un audit de ses locaux et de ses équipements (*lire encadré ci-contre*).
- La commune de Hao a sollicité le département en support dans la

constitution d'un dossier de financement.

- Une mission de terrain a été organisée à Ua Huka et à Nuku Hiva pour suivre l'avancement du projet de reprise en régie : les deux communes ont opté pour une reprise en régie partielle. Un contrat a été signé avec la commune de Ua Huka (*lire p. 28*).
- Le projet pilote de valorisation des déchets d'un service de restauration scolaire et de lutte contre le gaspillage alimentaire avec l'ADEME s'est terminé après deux ans d'effort continu des équipes de Mahina.
- Le projet pilote de Huahine sur le budget annexe, conduit avec l'AFD, a été présenté à l'occasion d'une formation mixte sur ce thème à titre d'exemple concret.
- Avec l'arrivée du technicien qualité, il a également été possible d'accompagner Uturoa dans la mise aux normes de sa cuisine centrale et d'organiser des missions de terrain à Raivavae pour réaliser un état des lieux.





La commune de Ua Huka contractualise avec le département restauration scolaire (de gauche à droite : Mhirangi Moeroa, chef de projet, Cyril Tetuanui, président du SPCPF, Nestor Ohu, maire de la commune de Ua Huka, Lucia Tupai, vice-présidente du SPCPF)

### La commune de Ua Huka s'engage fortement pour sa restauration scolaire

La commune de Ua Huka a pu compter sur les conseils et l'accompagnement du département restauration scolaire du SPCPF pour mener à bien le projet de reprise en régie des cantines scolaires de l'île, jusqu'alors gérées par des associations de parents d'élèves. C'est la première commune avec qui le SPCPF contractualise dans ce domaine. Cet engagement fort souligne l'intérêt des deux parties à proposer aux enfants de Ua Huka des repas équilibrés et de qualité.

Ua Huka compte deux cantines scolaires à Hane et à Vaipae. Chaque site accueille environ cinquante enfants, quatre fois par semaine. La gestion assurée par deux associations de parents d'élèves se heurtait de plus en plus à la difficulté d'application des normes en matière d'hygiène et à la complexité de la gestion financière et comptable. Après s'être interrogée sur les améliorations possibles à apporter au service, une commission restauration scolaire composée des acteurs locaux a proposé à la commune de reprendre le service de la restauration scolaire. La commune, consciente des enjeux de ce service et de ses responsabilités, a accepté. Une reprise en régie d'autant plus cohérente qu'elle répond au souhait du maire de promouvoir un service public transparent et de qualité. Les APE resteront un acteur clé puisqu'elles ont la connaissance et l'expérience de ces dernières années. La démarche participative, favorable au développement du tissu économique local, est privilégiée en s'approvisionnant en priorité sur l'île. Concrètement, il est prévu que la commune reprenne la gestion administrative des cantines scolaires (inscription des élèves, politique d'achats...), le service devant redevenir 100 % communal à la rentrée de janvier 2018.

## Un premier pas vers la contractualisation des projets

La mise en œuvre de la contractualisation entre les communes et le SPCPF dans le domaine de la restauration scolaire s'est amorcée en 2017. Elle vise à acter objectifs, moyens et méthodes de travail pour un projet spécifique et favorise les rencontres et échanges préalables.

Cette formalisation de la méthode de travail s'effectue en douceur puisque le département n'a contractualisé qu'avec une seule commune.

Un contrat a été signé avec la commune de Ua Huka en février pour son

projet de reprise en régie de son service (*lire encadré ci-dessus*). Le choix a en effet été posé de ne pas contractualiser sur des projets en cours. La contractualisation des nouveaux projets a lieu uniquement quand les objectifs sont définis et validés par la commune. Les phases préalables d'échange et de réflexion n'entrent donc pas dans la contractualisation.

Pour autant, hors contractualisation, il est devenu courant de formaliser les échanges en transmettant à la commune une fiche de définition de ses besoins ainsi qu'en soumettant

les relevés de décisions prises dans le cadre des rencontres avec les agents du SPCPF à la validation de la commune, par la signature du maire. Le département s'attache ainsi à bien identifier la demande de la commune afin d'y répondre au plus près.

L'implication de l'ensemble des acteurs en amont d'un projet est un gage de réussite et d'efficacité. Il devient primordial que tous s'entendent sur une même vision pour éviter des incohérences et contradictions, chaque organisme devant trouver un intérêt à intégrer la démarche.





## DES PROJETS TRANSVERSES POUR INFORMER, SENSIBILISER ET FORMER

Dans l'optique de contribuer au développement des connaissances, aux prises de conscience et à la professionnalisation des agents et des élus pour une qualité de service optimale en matière de restauration scolaire du premier degré, le département a notamment organisé des séminaires et formations en direction des communes. Il a également tenu des stands, s'est rendu sur le terrain à la rencontre des élus et a développé des outils pédagogiques.

### Le séminaire sur la tarification

La restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré est un service public administratif optionnel, déficitaire de par sa vocation sociale. Quarante-quatre des communes de Polynésie française ont pourtant fait le choix de mettre en place ce service, souhaitant procurer un repas équilibré aux enfants le temps de leur pause méridienne. Un séminaire organisé par le département restauration scolaire a fourni l'occasion d'échanger sur les difficultés des uns et les réussites des autres en matière de tarification (*lire encadré ci-contre*) pour que les enfants polynésiens continuent de profiter d'un repas de qualité sans mettre en danger la situation financière des communes.

Ces journées qui se sont tenues les 28 et 29 mars à Mahina, largement inspirées des journées de la restauration scolaire tenues en 2016 à une échelle plus petite, ont été menées en partenariat avec le département formation et les élus formateurs, parmi lesquels certains se sont spécialisés sur la question, et ont pu participer à la conception pédagogique. La grande majorité des communes ont répondu favorablement à l'invitation, la gestion financière et la tarification faisant l'objet de débats récurrents.

### Sensibiliser aux bonnes pratiques en hygiène alimentaire

Le département restauration scolaire a élaboré une séquence de sensibilisation aux bonnes pratiques en hygiène (BPH) alimentaire à destination des agents des services de restauration scolaire. Elle devra être présentée aux communes adhérentes à partir de l'année 2018.

À l'occasion du groupe de travail en septembre, les élus formateurs puis les gestionnaires ont eu l'opportunité d'assister en avant-première à cette présentation dont l'objectif principal est de donner un sens aux bonnes pratiques d'hygiène, en mettant en évidence l'existence des bactéries. >>



### La problématique de la tarification

Afin de pérenniser le service de la restauration scolaire, les communes mènent une bataille contre les dépenses pour produire des repas de qualité à moindre coût. En parallèle, il est tout autant nécessaire de conduire avec la même rigueur la collecte des ressources financières. Les recettes de fonctionnement d'un service de restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré se composent essentiellement des redevances perçues, et des aides sociales versées par le Pays.

Pour couvrir les charges afférentes à ce service, une participation financière est demandée aux familles. Cependant les communes votent majoritairement des tarifs en dessous du coût réel d'un repas. En Polynésie française, sur la base des délibérations communales collectées, les tarifs des repas varient entre 30 Fcfp et plus de 500 Fcfp par repas/enfant. Le vote de tarifs bas par le conseil municipal illustre le souhait des élus de rendre ce service accessible au plus grand nombre.

Le Pays, compétent en la matière, participe également à l'effort au travers de dispositifs gérés par le service des affaires sociales, tout comme la caisse de prévoyance sociale (CPS).

Certaines collectivités ont également mis en place un système de bourse communale, mais les modalités et critères d'attribution varient d'une commune à l'autre.

Malgré tous ces dispositifs, certains parents d'élèves ne paient pas leurs factures, fragilisant le budget du service. La commune se trouve alors dans l'obligation de mobiliser une part de son budget pour équilibrer le budget du service restauration scolaire, réduisant ainsi sa capacité à financer d'autres projets.







### Prendre conscience des enjeux : un préalable à la mobilisation des ressources

**Un service de restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré qui fonctionne efficacement peut devenir le vecteur des politiques de proximité de la commune : promotion des produits locaux, participation à la lutte publique contre l'obésité, réduction du gaspillage alimentaire et valorisation des déchets... C'est une fois conscient des enjeux forts d'un service de restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré de qualité que les ressources adéquates peuvent être mobilisées dans le souci d'enfants en bonne santé.**

L'objectif de la rencontre des 23-24 octobre 2017 était de présenter les caractéristiques d'un service restauration scolaire : gestion administrative et budgétaire, politique tarifaire, équilibre des menus, hygiène alimentaire... Cette présentation générale offrait ainsi aux participants une vision globale des actions à mettre en œuvre dans le court et moyen terme pour un service de restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré efficient.

La première journée réunissant élus et agents a été consacrée à s'interroger sur comment gérer, préparer et servir un repas aux enfants (Comment ? Qui ? Quelles ressources ? Quelles contraintes ? À quel coût ?). La deuxième journée, uniquement avec les agents, les a invités à concevoir le projet restauration scolaire de la commune (Quelles étapes spécifiques dans un projet restauration scolaire ? Quel calendrier de travail pour chaque commune ?). La formation à la fois pratique et théorique a été particulièrement appréciée. Elle comprenait notamment une visite de cantines scolaires à Mahina comme un exemple positif qui invite à s'améliorer et à créer un réseau. À l'issue de la formation, les participants ont formulé le souhait d'assister aux phases de production et de livraison des repas, et de visiter des petites cantines plus en adéquation avec leurs réalités.

>> Centrée sur les Toxi-Infections Alimentaires Collectives\* (TIAC), la séquence permet aux participants d'appréhender les causes, les sources et les conséquences d'une TIAC en abordant la présence des bactéries et leur développement, test microbiologique à l'appui. Et le respect de ces BPH dans nos cuisines centrales communales est d'autant plus important que le climat de la Polynésie française favorise le développement bactérien.

### Une formation sur les enjeux d'un service public de la restauration scolaire

Du 23 au 24 octobre 2017, en partenariat avec le département formation, une action de type formation sur les « enjeux et fondamentaux d'un service de restauration scolaire » a été organisée à l'attention des communes qui sont en train de construire ou de rénover leur infrastructure res-

tauration scolaire. L'objectif était de leur apporter une vision globale du service public pour qu'elles puissent mener à bien le projet d'ouverture et d'exploitation de leur cantine scolaire. Cette action a été ouverte aux élus qui avaient, au cours de l'année, manifesté leur souhait d'en apprendre plus sur la problématique de la restauration scolaire (*lire encadré ci-dessus*).

### Des outils au service de l'échange d'informations

Suite à la consultation lancée en 2016, la réalisation des guides sur les locaux et équipements a été confiée à un prestataire. Pour s'assurer de la prise en compte de la réglementation en vigueur et de la réalité du terrain, une commission transversale a été créée et chargée de valider les travaux rendus. Les guides terminés offrent une base d'outils pédagogiques.

## Des interventions ponctuelles en 2017

### • Sur le gaspillage alimentaire

Lors du 28<sup>e</sup> congrès des communes, le département restauration scolaire a animé un stand en se joignant aux animations du Village rencontres. Les communes ont ainsi été sensibilisées aux enjeux de la réduction du gaspillage et à l'impact de l'environnement sur l'enfant lorsqu'il déjeune. Le flux de passage n'y a pas été aussi important qu'attendu.

### • Une présentation du département aux maires marquisiens

Une mission sur Nuku Hiva a offert l'opportunité de rencontrer les maires de l'ensemble des communes des Marquises (Fatu Hiva, Hiva Oa, Nuku Hiva, Tahuata, Ua Huka et Ua Pou). Une délégation a ainsi pu participer au comité syndical de la CODIM pour y présenter le rôle et les missions du département restauration scolaire et inviter les communes à solliciter le département.

À force de nombreuses relances, le département a pu mettre à jour l'annuaire des référents restauration scolaire pour faciliter les échanges en s'assurant de s'adresser à la bonne personne.

Une fiche « base de données » de la restauration scolaire du premier degré a été mise à jour et soumise aux gestionnaires lors du groupe de travail, en vue d'être transmise aux communes. Elle leur permet de bénéficier d'une visibilité et de contacts actualisés.

Enfin, l'e-ressources restauration scolaire est désormais accessible sur le site web du SPCPF aux 33 communes adhérentes à cette compétence optionnelle qui ont reçu par courrier leur identifiant et mot de passe afin d'accéder à leur espace (*lire chapitre 6*).



## PRIVILÉGIER LES PRODUITS LOCAUX : L'EXEMPLE DE RURUTU VALORISÉ

Le département a été partenaire de la 1<sup>re</sup> édition du Village de l'alimentation et de l'innovation, autour du thème « l'alimentation et la culture ». Cette initiative privée portée par ASAE Conseil, s'est déroulée du 20 au 22 avril 2017 et visait à promouvoir des comportements alimentaires sains par une approche innovante, éducative, ludique et s'adressant à tous dans le cadre d'ateliers sensoriels, conférences, expositions, animations.

Cette première édition, qui a su mobiliser les organismes publics, les scolaires, le secteur privé et le grand public,

a été couronnée de succès. Le nombre important de visiteurs sur les trois jours en témoigne.

Concrètement, ce fut l'occasion pour le SPCPF de valoriser les communes qui préparent les repas de leur cantine scolaire à base de produits locaux. À cette occasion, la commune de Rurutu a été mise en avant par la réalisation d'une séquence filmée et sa participation au village pour promouvoir sa démarche : goûters à l'école, repas de la cantine scolaire utilisant les produits locaux. L'événement a bénéficié d'importantes retombées médiatiques.



## LE BILAN CHIFFRÉ

L'année représente une charge de travail importante et l'excédent de 2016 se chiffrait à 10 597 897 Fcfp a été partiellement consommé. L'excédent budgétaire à la fin de l'année s'élève désormais à 7 261 413 Fcfp, soit une consommation de 30 %. Le recrutement intervenu au 1<sup>er</sup> juin 2017 au lieu d'avril 2017 comme prévu initialement, époque où les conditions n'étant pas réunies pour accueillir le candidat recruté, explique une partie de l'excédent budgétaire.

### FONCTIONNEMENT

<b>Situation fin 2016</b>	10 597 897 F CFP
<b>Dépenses 2017</b>	16 849 630 F CFP
<b>Recettes 2017</b>	13 513 146 F CFP
<b>Situation fin 2017</b>	+ 7 261 413 F CFP







## DES AVANCÉES ENCOURAGEANTES À SOUTENIR

Les communes polynésiennes s'approprient les enjeux et les problématiques d'un service public de restauration scolaire du 1<sup>er</sup> degré. Le sujet est davantage débattu et conduit les élus à s'intéresser de plus en plus à la thématique. Aussi, la compréhension des atouts et contraintes de ce service rend l'identification des besoins plus aisée.

Les élus et les agents ont porté cette progression. D'ailleurs, grâce à l'implication de chacun – première étape et gage de l'aboutissement de nombreux projets –, plusieurs réussites sont à dénombrer au sein des communes dans ce domaine : la régularisation du mode de gestion, la construction ou rénovation des locaux, l'acquisition de matériel, la formation du personnel. Une dynamique qui ne peut être maintenue à moyen terme qu'en continuant d'accompagner les communes dans une montée en compétences, pour offrir des bases solides à des projets relatifs au bien-être de l'enfant.

L'axe de mise aux normes sur le plan de l'hygiène alimentaire s'est décliné en deux projets : l'accompagnement des communes en cours de régularisation, et des actions d'information et de sensibilisation à destination de tous (séminaires, outils pédagogiques, etc.). La priorité a été donnée aux communes déjà engagées dans la démarche.

Le rassemblement des gestionnaires et des responsables des services de restauration scolaire cette année a mobilisé de nombreuses communes (14 sur les 19 invitées). L'occasion d'envisager les avancements des projets restauration scolaire au sein de leur commune et de travailler sur les projets SPCPF.

Les rencontres organisées par le SPCPF restent un temps fort où les communes échangent et partagent, mais représentent un coût non négligeable. L'amorce d'échanges directs entre communes sans intermédiaire peut donc être saluée : celles mises en

avant lors des séminaires étant contactées par les autres.

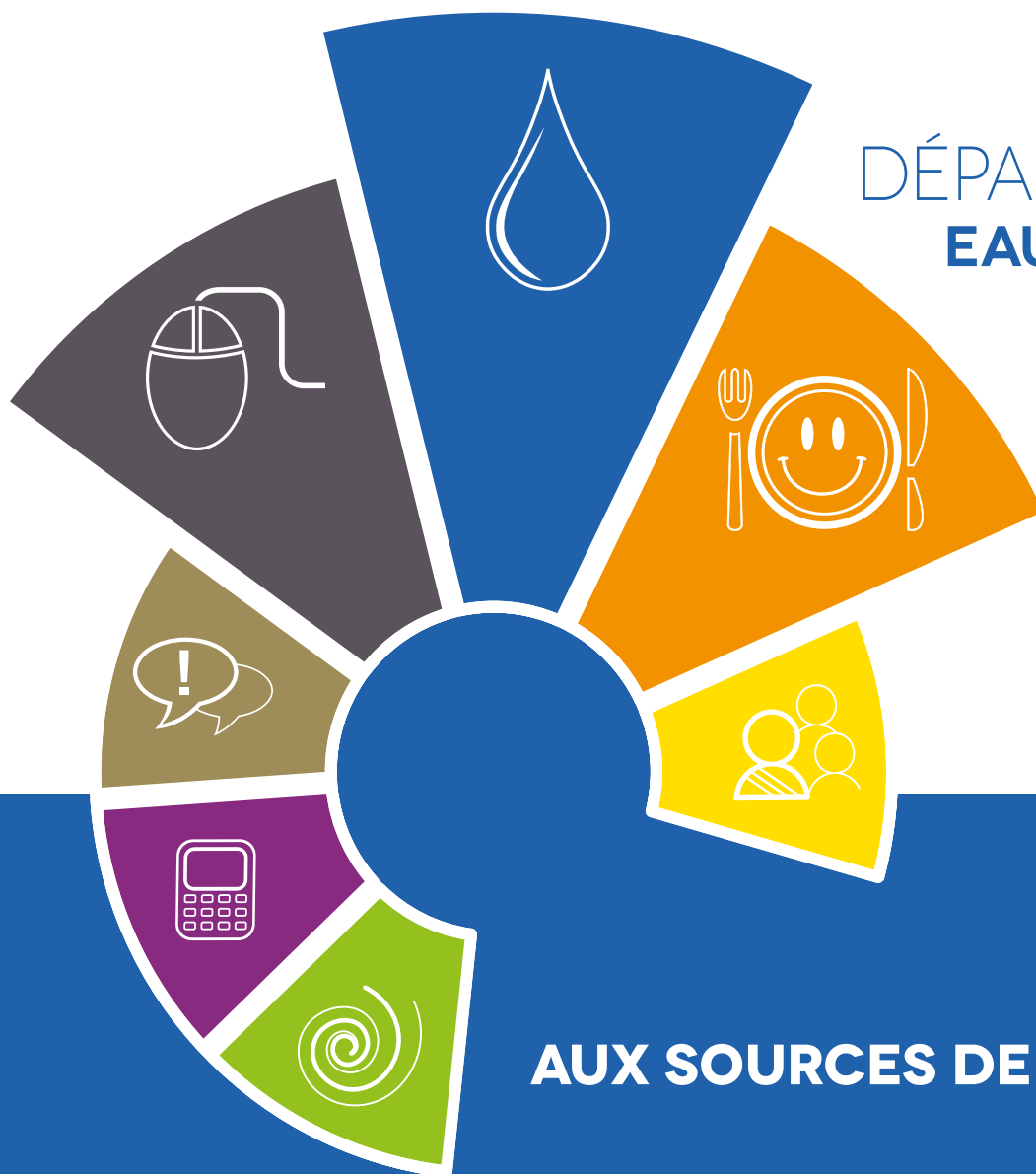
Le département restauration scolaire du SPCPF a pu se rendre pour la première fois en mission dans les communes de Gambier et de Tureia, grâce à la participation aux tournées administratives de la circonscription administrative des Tuamotu du Pays.

Cette présence au plus près des communes a été rendu possible grâce au recrutement d'un agent titulaire au poste de technicien qualité restauration scolaire. Un recrutement dont la durée déterminée a quelque peu influé sur la définition du programme de l'année.





# DÉPARTEMENT EAU POTABLE



## AUX SOURCES DE L'EAU

De la réalisation des travaux au suivi de la production et de la distribution de l'eau potable, le département eau potable (DEP) aide les communes à remplir leur obligation de distribuer de l'eau potable à leur population (à atteindre d'ici 2025 conformément au CGCT). Organisé en deux secteurs (îles hautes/îles basses) depuis 2015, ce département est composé d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens de l'eau dont les interventions consistent à :

- ➔ **CONDUIRE DES ÉTUDES TECHNIQUES** : dresser des schémas directeurs, étudier les extensions de réseaux, monter des dossiers de financement...
- ➔ **ASSURER LA MAÎTRISE D'ŒUVRE** : rédiger des appels d'offres, suivre et réceptionner les travaux;
- ➔ **CONSEILLER ET ASSISTER** les communes dans la gestion des réseaux en matière d'adduction d'eau potable : dépanner ponctuellement, rédiger des procédures, aider à organiser les services hydrauliques, rédiger des rapports sur le prix et la qualité des services de l'eau, contrôler les délégations de service public...
- ➔ **INTERVENIR SUR DES PROJETS STRATÉGIQUES** : sensibiliser les élus aux enjeux, contribuer à améliorer les textes réglementaires, organiser le département pour une meilleure qualité de service aux communes...

Parmi les orientations priorisées par l'élu délégataire de l'eau, trois axes ont déterminé les interventions du département de l'eau durant l'année 2017 : l'adduction en eau potable à travers de nombreux travaux, quelques études et dossiers de financement ainsi que des projets transverses relatifs à la réglementation, la formation... et parmi ces derniers, le lancement du projet PAPE aux Tuamotu marque le passage vers une nouvelle étape. Les travaux de réflexion initiés par le SPCPF en vue de faire modifier la réglementation locale de l'eau se sont employés à adapter celle-ci aux réalités et contraintes de cet archipel.

## LES PROJETS MENÉS DANS LES ÎLES HAUTES ET BASSES

Les projets adduction en eau potable (AEP) comprennent des études, dossiers de financement et travaux permettant le maintien de la qualité de l'eau ou la mise en place des SPIC Eau potable. Pour ce faire, deux possibilités s'offrent aux communes : en interne, avec le SPCPF, moyennant un contrat selon la démarche de contractualisation impulsée en 2016, ou de manière externalisée. L'externalisation a fait l'objet d'une demande forte des élus pour une réalisation des études et travaux plus rapide, quitte à ce que les coûts globaux finaux soient plus élevés.

### Les 36 principales réalisations en 2017

#### 8 ÉTUDES

5 EN INTERNE	
<b>IDV</b>	Visite de reconnaissance (étude de faisabilité d'une galerie drainante) à Moaroa – TEVA I UTA
<b>ISLV</b>	Bibliographie pour le schéma directeur de HUAHINE
<b>MARQUISES</b>	Bibliographie pour le schéma directeur de UA POU
<b>TUAMOTU</b>	Schéma directeur de NAPIKA
<b>TUAMOTU</b>	Schéma directeur de TAKAROA
3 EN EXTERNALISATION	
<b>AUSTRALES</b>	Inspection caméra des forages - TUBUAI
<b>ISLV</b>	Avant-projet des travaux AEP considérés comme urgents - TAPUTAPUATEA
<b>ISLV</b>	Galeries drainantes - TUMARAA

#### 7 DOSSIERS DE FINANCEMENT

6 EN INTERNE	
<b>AUSTRALES</b>	Actualisation du dossier de financement Tranche 3 - RAIVAAE
<b>ISLV</b>	Actualisation du dossier de financement AEP de Parea - HUAHINE
<b>TUAMOTU</b>	Dossier de financement Eau potable Tranche 1 FAKARAVA
<b>TUAMOTU</b>	Dossier de financement Travaux Tranche 2 - HAO
<b>TUAMOTU</b>	Dossier de financement Travaux Tranche 1 NUKUTAVAKE
<b>TUAMOTU</b>	Dossier de financement Travaux - TUREIA
1 EN EXTERNALISATION	
<b>ISLV</b>	Dossier de financement pour les travaux AEP considérés comme urgents - TAPUTAPUATEA

#### 16 MAÎTRISES D'ŒUVRE DES TRAVAUX

14 EN INTERNE	
<b>AUSTRALES</b>	Résiliation du marché de la commune de RAIVAAE avec la SPRES (liquidation judiciaire)
<b>AUSTRALES</b>	Appel d'offres de travaux pour la commune de RAIVAAE (suite des travaux de la SPRES)
<b>AUSTRALES</b>	Travaux de réhabilitation de la télésurveillance RIMATARA
<b>AUSTRALES</b>	Travaux appareils de mesure de Puputa - RURUTU
<b>IDV</b>	Travaux de potabilisation de Bain des vierges et Vaite TEVA I UTA
<b>ISLV</b>	Forages de reconnaissance de HUAHINE
<b>ISLV</b>	Remplacement des passages aériens - TUMARAA
<b>ISLV</b>	Pose des poteaux incendie - TUMARAA
<b>MARQUISES</b>	Fourniture de compteurs individuels - UA POU
<b>MARQUISES</b>	Fourniture pour la remise en service du filtre à sable lent de Hakatao - UA POU
<b>TUAMOTU</b>	Travaux atolls de Fangatau et Fakahina - FANGATAU
<b>GAMBIER</b>	Extension du réseau AEP - GAMBIER
<b>TUAMOTU</b>	Travaux Tranche 1 - HAO
<b>TUAMOTU</b>	Travaux Tranche 1 - MANIHI
1 PARTIELLEMENT EN INTERNE ET EN EXTERNALISATION	
<b>IDV</b>	Travaux AEP Tranche 1 Phase 1 - TEVA I UTA
1 EN EXTERNALISATION	
<b>AUSTRALES</b>	Rénovation du réseau AEP de Hauti - RURUTU

#### 5 PROJETS TRANSVERSES ET CONSEIL / ASSISTANCE

5 ACTIONS	
Démarrage du projet PAPE TUAMOTU : communes pilotes MANIHI et PUKA PUKA	
Modification de la réglementation Eau potable	
Campagne de communication PAPE (RURUTU, UA HUKA, UA POU, TEVA I UTA)	
Formation du personnel SPCPF à l'utilisation du matériel de recherche de fuites	
Suivi de l'audit organisationnel PAPE à UA HUKA	



EAU  
POTABLE

36

actions

31

communes  
adhérentes

11

ingénieurs  
et techniciens  
de l'eau

102 481 604

Fcfp (coût global)

## Contractualisation ou externalisation : deux modalités pour des résultats

Les calendriers contractualisés ont été globalement respectés. Précisant également les partages des rôles, ils ont clarifié les responsabilités du SPCPF et de la commune. Un gain d'efficacité dans l'avancement des projets lorsque les deux parties le respectent réellement est à souligner.

Malheureusement, dans certains cas, la tenue des échéances a été atteinte au prix de nombreuses relances. Ainsi, la contractualisation a permis dans certaines communes de mettre en place une relation de confiance. Dans d'autres, le sentiment de défiance a perduré pendant l'année.

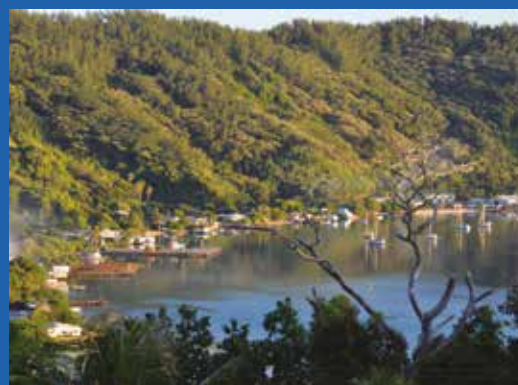
L'externalisation en 2017 est une réussite. Les opérations ont avancé à un bon rythme. Le SPCPF, conducteur d'opération, qui contrôle et donne un avis technique sur les travaux du prestataire, a porté attention à faire respecter autant que possible les volontés communales.

### Gambier : l'île de Mangareva renforce son aduction d'eau potable

Les travaux d'extension du réseau d'eau potable et la réhabilitation des captages sur l'île de Mangareva (commune des Gambier) ont commencé en avril 2017. Le SPCPF a assuré la maîtrise d'œuvre de l'opération c'est-à-dire la gestion administrative et technique des marchés passés dans le cadre de l'opération. Suivant le schéma directeur, plusieurs travaux visent à renforcer l'adduction en eau potable de l'île de Mangareva : principalement l'extension des réseaux d'eau, la construction d'un réservoir, la remise en route du filtre à sable lent et la rénovation de la télégestion sur le site de Tepeka, ainsi

que la réhabilitation des captages de Gatavake et d'Atituiti afin de consolider la ressource en eau.

À l'initiative de la commune, les travaux de pose de réseau ont été réalisés en régie communale. Au démarrage du chantier en avril 2017, les agents communaux ont pu bénéficier d'une formation au métier de canalisateur dispensée par la société Polynésienne des eaux. Les travaux d'extension du réseau d'eau ont débuté à la fin de la formation, le mois suivant, et se sont terminés en fin d'année ainsi que la rénovation du site de Tepeka.



### Marquises : la commune de Ua Pou passe à la radio relève

L'île de Ua Pou présente la particularité d'être composée de plusieurs vallées (Hakahau, Hakatao, Hakahetau, Hakamaii, et Hohoi). Dans cette configuration, la commune a sollicité le SPCPF pour se mettre en conformité avec l'obligation réglementaire relative au paiement de l'eau au volume. Le département eau potable a suggéré la mise en place de compteurs à radio relève qui facilitent les relevés. L'agent, qui n'a pas à descendre de sa voiture, gagne ainsi beaucoup de temps et les erreurs de relevé sont moindres. Ce procédé évite également les erreurs de saisie puisque les transferts de données vers le logiciel de facturation Win-Eau sont automatisés (*lire aussi chapitre 5*).

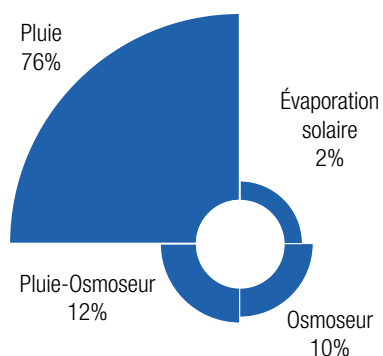


**44**  
**points d'eau**  
au total sont répartis  
sur 35 atolls habités  
de l'archipel

**92 %** de la  
**population**  
des Tuamotu  
desservie

**27 atolls**  
disposent d'un schéma  
directeur en eau potable  
pour 69 %  
de la population  
des Tuamotu

#### LES SOURCES DE L'EAU POTABLE AUX TUAMOTU



### LE DÉMARRAGE DU PROJET PAPE TUAMOTU À PUKA PUKA ET MANIHI

Jusque-là, le secteur Tuamotu du département eau potable avait concentré ses efforts sur l'élaboration des schémas directeurs et le suivi des travaux, essentiellement pour rattraper le retard de l'archipel en matière d'équipement. Aujourd'hui, l'état des lieux est encourageant : trois quarts des communes des Tuamotu (douze sur dix-sept) disposent désormais d'installations et distribuent de l'eau à leur population : par récupération des eaux de pluie (31), par un mix pluie-osmoseur (5), par osmoseur (4) et par évaporateur solaire (1).

En 2017, le SPCPF, dans le cadre de sa mission de conseil et assistance, a entrepris de mettre en place un projet pilote d'aide à la gestion du service eau potable auprès des communes des Tuamotu : le projet PAPE Tuamotu. Le SPCPF a identifié, selon différents critères (techniques, stratégiques, sociaux...), les communes présentant de bonnes dispositions au projet pilote PAPE Tuamotu : les communes de Puka Puka et Manihi sont apparues comme pertinentes pour ce projet.

Frédéric Teriatetoofa, 2<sup>e</sup> vice-président et élu délégataire de l'eau du SPCPF, accompagné de Serge Carabasse, technicien senior eau potable, se sont rendus sur l'atoll

de Puka Puka du 26 juin au 3 juillet 2017 afin de remplir deux missions :

- présenter le projet PAPE Tuamotu à la commune en rappelant, les objectifs, les enjeux, les acteurs, les différentes phases et son déroulement dans le temps ;
- réaliser l'audit technique des installations de production d'eau potable qui constitue un préalable au lancement du projet PAPE Tuamotu.

La mission a été un réel succès. Représentée par plusieurs membres du conseil municipal et son maire, M. Raphaël Villant, la commune s'est montrée très réceptive et participative lors des présentations du projet.

L'objectif a également été atteint au niveau technique puisque l'audit a pu être entièrement réalisé. La mission a d'autre part permis d'identifier l'origine d'un dysfonctionnement hydraulique sur l'unité de potabilisation, et de proposer des solutions à la commune.

La mission a fait l'objet d'un rapport d'audit technique. Un audit organisationnel permettra à la commune de se positionner sur son souhait ou non de poursuivre le projet PAPE Tuamotu en 2018.



## Les sources d'eau aux Tuamotu : le soleil, une alternative à la pluie

Le département eau potable du SPCPF s'est rendu sur les atolls de Fakahina et Fangatau les 27 et 28 avril pour procéder aux opérations de réception des travaux de production et de distribution d'eau potable.

L'opération, financée à hauteur de 90 % par l'État et le Pays, est arrivée à terme et les installations fonctionnelles pour distribuer une eau potable à la population. La première analyse de l'eau effectuée au niveau des points de distribution montre en effet une eau conforme à la réglementation locale. Si la population de Fakahina compte sur la pluie qui tombe sur la toiture des services techniques pour remplir le stock d'eau brute et produire son eau potable, la population de Fangatau s'en remet au soleil, en tant que première collectivité à disposer d'une installation de production d'eau potable par évaporation solaire en Polynésie française.

Même si l'eau coule d'ores et déjà au robinet, la commune doit encore, avant de la distribuer à la population, solliciter les services compétents du Pays afin de contrôler la parfaite conformité des installations. Elle doit également ajuster au mieux le tarif de vente de l'eau au service rendu.

La commune avait délégué au SPCPF, dans le cadre de ses missions de maîtrise d'œuvre, le pilotage du projet de sa conception jusqu'à sa mise en œuvre. En 2017, le projet est entré dans sa phase de mise en service de production d'eau. Un technicien de l'équipe du département eau potable s'est déplacé sur l'atoll de Fangatau en janvier afin de contrôler la bonne exécution des travaux et d'effectuer les essais des installations de production par évaporation solaire. Ces derniers réalisés alors que la météo était favorable avec un ensoleillement optimal, l'installation a pu produire plus de 700 litres d'eau douce sur la journée, ce qui est conforme aux attentes.

L'installation à cette échelle d'une unité de production d'eau par évaporation solaire est une première en Polynésie française. Le département eau potable du SPCPF suivra de près ce dossier afin d'évaluer sa transférabilité sur d'autres atolls. À terme, l'évaporateur solaire pourrait être une alternative de premier ordre à la production d'eau potable par récupération d'eau de pluie, notamment pour faire face aux périodes de sécheresse dans le contexte du réchauffement climatique.

Par ailleurs, le SPCPF poursuit son accompagnement de la commune pour une gestion durable des installations et la pérennité de la potabilité de l'eau distribuée.



## Le SPCPF présent à la Conférence environnementale du Pacifique



**La commune de Bora Bora a accueilli la première Conférence environnementale du Pacifique. Entreprises, associations, collectivités et institutions de la région ont notamment échangé sur les problématiques de la gestion de l'eau et la valorisation des déchets.**

La commune de Bora Bora, qui détient le label Pavillon bleu depuis dix-sept ans, a profité de recevoir la Conférence environnementale du Pacifique pour faire visiter ses nombreuses installations dernier cri. Trente-deux intervenants ont animé quatre tables rondes auxquelles ont assisté cent invités locaux et internationaux de tout le Pacifique.

Frédéric Teriatetoofa (*photo*), second vice-président du Syndicat pour la promotion des communes, a posé les enjeux et la problématique de l'eau en Polynésie et Marie-Laure Lai Koun Sing, directrice du département eau potable, a présenté les actions du SPCPF.

Les quatre tables rondes abordaient des thèmes d'actualité sous l'angle d'échanges d'expériences et de solutions entre les différentes îles présentes.



## VERS UNE MODIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION EAU POTABLE POUR LES TUAMOTU

Il s'agit d'une demande ancienne émanant des élus des Tuamotu, et le SPCPF y a longuement travaillé pendant plusieurs mois. La réglementation relative à l'eau potable en Polynésie française nécessite d'être modifiée pour tenir compte des caractéristiques et des contraintes spécifiques de cet archipel. Un groupe de travail d'élus de cet archipel s'est réuni et des rencontres se sont déroulées avec le ministère de la Santé, le président de l'Assemblée de la Polynésie française (*lire chapitre 1*).

Cette réglementation concerne l'ensemble de la Polynésie française depuis 1999, mais ne prend pas en compte les spécificités des Tuamotu et notamment **la reconnaissance de l'eau de pluie et de l'eau de mer comme ressources** (la réglementation actuelle ne parle que des ressources en eau de rivière ou forage).

Dans ce contexte, malgré les financements en provenance du FIP, de la DETR, de la DDC, du contrat de projet ou de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), et des fonds propres de la commune pour mettre en place des installations de distribution d'eau potable (principalement des bornes de distribution car il n'y a pas de réseaux aux Tuamotu), les communes des Tuamotu ne peuvent pas déclarer leur eau potable.

Pour satisfaire aux conditions réglementaires, une commune doit faire **12 analyses de contrôle par an**. Ces analyses officielles sont envoyées aux laboratoires et les résultats sont automatiquement transmis au centre d'hygiène et de salubrité publique pour son rapport annuel qui détermine la potabilité de l'eau. Le centre d'hygiène fait une moyenne de ces analyses pour la déclarer potable.

Les communes des Tuamotu ne peuvent remplir ces conditions. **Le coût très élevé de ces analyses** en est la principale raison. En effet, pour elles, il faut faire une analyse par point de distribution, ce qui peut représenter jusqu'à 6 points de distribution par commune (communes associées comprises), et ce 12 fois par an avec un coût de 20 000 francs par analyse.

Les élus des Tuamotu proposent d'**intégrer la reconnaissance de l'eau de pluie et de l'eau de mer comme ressources** destinées à la production d'eau potable sous réserve d'être soumises à un programme de contrôle de qualité de l'eau.

Pour réduire le coût, le SPCPF et les élus des Tuamotu demandent de réduire la fréquence des analyses pour ces communes à **une analyse semestrielle** (il s'agit d'un minimum imposé, les communes peuvent en faire plus. Pour cela le SPCPF dans son accompagnement, préconise l'acquisition de kits d'autocontrôle). La seconde raison est liée au problème d'absence de desserte aérienne de ces communes pour réaliser ces analyses. Le délai entre le prélèvement des échantillons et leur arrivée au laboratoire doit être de 24 heures. Le SPCPF suggère donc de **retirer la sanction pénale** (545 000 francs d'amende), **en cas d'absence de desserte aérienne** ne permettant pas au maire de faire les programmes d'autocontrôle pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Une démarche à l'initiative du SPCPF qui aboutira au premier trimestre 2018 à une modification de cette réglementation.





## LE BILAN CHIFFRÉ

### Résultats comptables de l'année

L'activité du département a été soutenue en actions, cependant, la budgétisation de toutes les opérations théoriquement financées par le contrat de projet a conduit cette année encore à une surestimation des dépenses. Le non-financement de ces opérations augmente l'excédent qui se maintient à un niveau très important et invite dans le même temps à s'interroger sur les projections financières à long terme.

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	GLOBAL
<b>Situation fin 2016</b>	55 179 119 F CFP	1 921 127 F CFP	53 257 992 F CFP
<b>Dépenses 2017</b>	100 333 607 F CFP	2 147 997 F CFP	102 481 604 F CFP
<b>Recettes 2017</b>	138 391 916 F CFP	4 029 543 F CFP	142 421 459 F CFP
<b>Situation fin 2017</b>	38 058 309 F CFP	1 881 546 F CFP	39 939 855 F CFP







## UNE ANNÉE RICHE EN TRAVAUX

Le programme pour le secteur «Tuamotu» a été établi en tenant compte de l'absence d'un ingénieur en congé (maternité et «annuels») les cinq premiers mois de l'année. Pour le secteur «îles hautes», le grand nombre de projets parallèlement au départ d'une ingénieure a entraîné un plan de charge très conséquent et nécessité des arbitrages.

Le programme prévisionnel pour 2017 a ainsi été établi sur la base des priorités définies par l'élu délégataire de l'eau, 2<sup>e</sup> vice-président du SPCPF et la commission de l'eau (par ordre décroissant) :

- poursuivre les projets déjà en cours ;
- assurer un conseil/assistance «minimum» : accompagner les communes dans la résolution des «pannes», assurer un suivi à distance, former les agents lors de la mise en service d'un réseau AEP, proposer des grilles tarifaires... ;
- favoriser les projets qui ont un impact direct et majeur sur la potabilité de l'eau et ceux qui

concernent la pose des compteurs d'eau ;

- assurer la maîtrise d'œuvre (en interne ou externalisée) des travaux qui ont obtenu un financement ;
- favoriser l'établissement des dossiers de financement et respecter autant que possible le calendrier des bailleurs de fonds ;
- démarrer les «nouvelles» études.

Ce programme prévisionnel a été ajusté à de nombreuses reprises en fonction de nouveaux projets, des dates réelles d'obtention des financements et de signature des arrêtés de financement correspondant, de la date des sessions de dépôt des dossiers de financement auprès des différents bailleurs de fonds.

Afin de mettre à l'honneur les communes, de favoriser les bonnes pratiques recueillies auprès des communes et d'améliorer l'information des élus et des agents communaux, il avait été

décidé de s'appuyer sur la réalisation d'une journée thématique et sur la rédaction de documents du type lettre d'information. Cette orientation n'a pu être mise en œuvre par manque de personnel. La priorité a donc été donnée à la réalisation des projets communaux (travaux, dossiers de financement, études) au détriment de la communication, inscrite au programme 2018.

Afin de gagner encore en efficacité et efficience, l'optimisation du fonctionnement interne s'est poursuivie par petites touches, dès qu'un ajustement s'est avéré utile.



# DÉPARTEMENT INFORMATIQUE



## L'INFORMATIQUE EN MOUVEMENT PERPÉTUEL

Le département informatique soutient les communes dans une gestion efficiente de leurs services (état civil, comptabilité, régie, etc.) afin de faciliter le travail de leurs agents et assurer la centralisation des fichiers. Son activité s'organise autour des axes suivants :

- **DISTRIBUER** les logiciels de gestion adaptés au contexte local, **ASSISTER** les communes sur leur utilisation, et **ASSURER** les conditions techniques de leur bon fonctionnement au quotidien (hotline);
- **RÉALISER LES ÉTUDES ET MAÎTRISE D'ŒUVRE** des parcs informatiques et systèmes d'exploitation des communes et intercommunalités selon les besoins;
- **SUPERVISER** le dispositif de maintenance de l'environnement informatique;
- **ADMINISTRER** le réseau du SPCPF.



Consolider les nouveaux systèmes informatiques ou les renouveler notamment pour une meilleure sécurité juridique et numérique, améliorer le parc de logiciels, déployer de nouvelles applications, renforcer et former l'équipe informatique pour favoriser l'accompagnement aux communes étaient les principales orientations du département pour 2017. Ces finalités ont été partiellement atteintes grâce à une équipe qui a tenu le cap malgré plusieurs événements imprévus, à commencer par les mouvements de personnel. Le département informatique a donc installé ou rénové des réseaux, distribué des logiciels et effectué des études au profit des communes (dossier de financement), assuré la réception de travaux engagés dans certaines d'entre elles, tout en maintenant la hotline pour répondre aux problèmes et questions rencontrés par la cinquantaine de collectivités qui utilise l'informatique au quotidien.

## UN ORGANIGRAMME À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Depuis l'année 2016, l'équipe du département informatique connaît un mouvement de personnel soutenu. Des arrivées, des départs, des évolutions ont influé sur les projets et les objectifs de ce département stratégique. Début 2016 Yvon-Serge Badila, agent détaché de la fonction publique territoriale métropolitaine, était venu grossir les rangs du département, en tant que directeur, le nombre d'agents passant alors à cinq personnes.

Une réorganisation du département, validée par le comité syndical, pour répondre efficacement aux demandes de la cinquantaine de collectivités

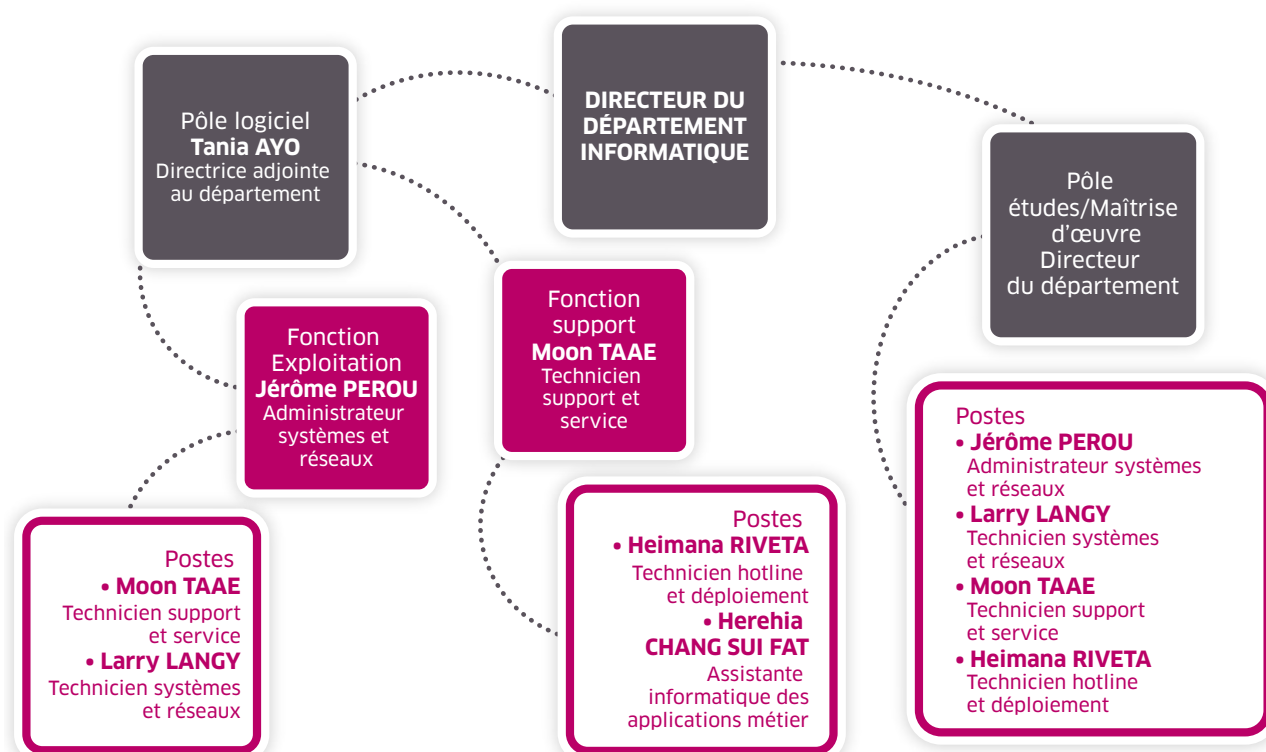
qui utilisent les logiciels métiers distribués par le SPCPF, tout en tenant compte du service à rendre en interne, avait entériné la progression de l'effectif du département informatique à sept personnes.

Yvon-Serge Badila est retourné en métropole pour une nouvelle affectation, effective au 1<sup>er</sup> avril 2017, après avoir proposé la nomination de Tania Ayo comme adjointe du département afin d'assurer la continuité du service. Au fait du fonctionnement du département, Tania travaillait depuis presque neuf ans à l'assistance à l'utilisation des logiciels (service

hotline) aux côtés de Tamatoa Guerry. Par ailleurs, ce dernier a demandé sa mutation et quitté le SPCPF le 1<sup>er</sup> mai 2017.

Herehia Chang Sui Fat, arrivée par voie de mutation de la commune de Uturoa, est venue soutenir le service hotline à partir du 1<sup>er</sup> avril 2017. Moon Taae, agent du SPCPF au département eau potable, a intégré l'équipe du département informatique en tant que technicien support et service le 1<sup>er</sup> juin 2017. Enfin, le successeur de Tamatoa Guerry, Heimana Riveta est arrivé au SPCPF le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

### La nouvelle organisation du département





**591**  
demandes formulées

**586**  
demandes  
résolues et closes

**99.15 %**  
taux de résolution

## LA HOTLINE : UNE ASSISTANCE CONTINUE

Ce service quotidien a été dispensé en 2017 par les trois agents arrivés entre avril et juillet. Sans formation initiale sur les logiciels métier distribués par le SPCPF, les agents ont donc énormément sollicité l'éditeur A.GE.D.I. ainsi que la directrice adjointe pour les aider à résoudre les demandes.

Ils ont pu se rendre en fin d'année auprès d'A.GE.D.I. à Aurillac (métropole) pendant une semaine pour parfaire leurs connaissances notamment sur : e-Assemblée, Win-Pay, le logiciel de comptabilité M14, les logiciels de facturation (Win-Fac, Win-Eau et Win-Kw) et les logiciels Win-Pop et WIN-Ele.

### BILAN DE LA HOTLINE

Répartition des demandes par archipel	Nombre de collectivités	Nombre de demandes
Îles du Vent	4	65
Îles Sous-le-Vent	6	96
Marquises	6	84
Australes	5	83
Tuamotu Gambier	17	71
Collectivités	17	192
<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>591</b>

### LA NATURE DES APPELS

LOGICIELS	530	ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE	61
Bureautique	0	Antivirus	0
Comptabilité GF CEGID	72	Bureautique	9
Comptabilité M14 A.GE.D.I.	140	Environnement logiciel métier	20
e-assemblée	39	Imprimantes	3
Élections A.GE.D.I.	66	Internet	2
État civil A.GE.D.I.	21	Mail	8
Facturation au forfait	43	Pc	4
Facturation au compteur A.GE.D.I.	52	Réseau	9
Lanceur A.GE.D.I.	3	Sauvegardes	0
Paie A.GE.D.I.	56	Serveur	6
Paie GRH CEGID	38		

*L'équipe du département informatique recomposée en 2017 (de gauche à droite : Heimana Riveta, Jérôme Pérou, Larry Langy, Tania Ayo, Moon Taae et Herehia Chang Sui Fat).*







## LA DISTRIBUTION ET LA PRISE EN MAIN DES LOGICIELS : UNE ACTION AJUSTÉE

### Le projet phare de l'année reporté

Dix collectivités travaillent sur le logiciel de gestion financière et de paie de l'éditeur CEGID dont l'utilisation arrivait à expiration le 31 décembre 2017. Son renouvellement constituait donc le projet phare 2017 du département informatique.

Un appel d'offres a été lancé le 26 avril 2017. Sur 11 sociétés ayant reçu le dossier, seules 2 ont présenté une offre. Mais suite à l'analyse technique présentée à la commission d'attribution des marchés, celle-ci a finalement déclaré l'appel d'offres infructueux.

Les licences jusque-là utilisées ont donc été prolongées de 24 mois, et une mission de l'éditeur est prévue en 2018 pour la mise en place de deux modules dans le logiciel de paie. Une nouvelle consultation sera lancée au début de l'année 2018 pour un produit fini et opérationnel avant le 31 décembre 2019.

### Des logiciels déployés

Le logiciel e-Assemblée, pour la circulation dématérialisée des actes avec le haut-commissariat, a été distribué à Taha'a, Uturoa et Tiarapu-Ouest, le logiciel Win-Eau (facturation de l'eau au compteur) à Ua Pou et Tumara'a avec le module de gestion des compteurs à radio relève ainsi qu'à Tahuata.

Au total :

- 5 déploiements de logiciels ont été effectués sur 5 communes différentes,
- 2 logiciels ont été installés sur 5 sites :
  - E-assemblée sur 3 communes. Celles-ci ont bénéficié d'un accompagnement pour l'obtention d'une subvention FIP dans le cadre de ce projet.

- Win-Eau sur 2 communes. La commune de Ua Pou a été la première commune des Marquises à bénéficier de ce logiciel avec la version de gestion des compteurs à radio relève (*lire encadré*).

### Des collectivités accompagnées dans l'utilisation des logiciels

Le département informatique, pour accompagner la prise en main de logiciels spécifiques à une activité quotidienne, installe les logiciels et assiste ses utilisateurs dans les communes pour leur prise en main.

Cette année, 32 actions d'assistance de groupe étaient programmées. Au final, ce sont 11 actions qui ont pu être réalisées au bénéfice de 44 stagiaires :

- 2 actions en lien avec e-Assemblée,
- 5 actions sur les logiciels métier (Win-Eau et Win-Ele),
- 4 actions sur les logiciels de gestion financière et des ressources humaines (GF-GRH).

À Taha'a, deux agents ont été initiés à l'utilisation du logiciel e-Assemblée. Une assistance de groupe s'est également tenue à Ua Pou sur le logiciel Win-Eau avec radio relève en partenariat avec la Polynésienne des eaux. Les communes d'Uturoa et de Tiarapu-Ouest ont quant à elle bénéficié d'une initiation à l'utilisation du logiciel e-Assemblée. Deux autres interventions (logiciel Win-Ele avec un focus sur l'envoi dématérialisé de la liste électorale, e-listelec) ont été menées en partenariat avec le Bureau de la Réglementation et des Elections (*lire encadré ci-contre*).





### L'informatique au service de l'eau

Un agent du département informatique s'est rendu à Ua Pou du 2 au 6 mai afin d'installer le logiciel Win-Eau et d'initier les agents à son utilisation dans le cadre de la mise en œuvre des compteurs à radio relève. Deux autres se sont déplacés du 26 au 29 novembre à Tahuata pour accompagner techniquement pendant deux jours les agents de la commune.

La commune de Ua Pou a sollicité le SPCPF pour se mettre en conformité avec l'obligation réglementaire relative au paiement de l'eau au volume. Afin de faciliter la relève des compteurs, le département eau potable a proposé à la commune de mettre en place des compteurs à radio relève. Ces compteurs permettent de faire des relevés sans descendre de voiture. Un gain de temps pour l'agent et des erreurs de relevé moindres. Ce procédé évite également les erreurs de saisie puisque les transferts de données vers le logiciel de facturation Win-Eau sont automatisés.

La commune de Tahuata a, quant à elle, souhaité la mise en place du logiciel gérant la facturation de l'eau au compteur (WIN-Eau). Aujourd'hui elle émet des factures forfaitaires annuellement et elle a pour projet d'équiper toutes les habitations de ses vallées de compteurs d'eau pour passer à une facturation à la consommation. L'occasion pour les deux techniciens de consolider les acquis des agents communaux sur les différents logiciels que le SPCPF distribue : WIN-Ele, WIN-Fac, WIN-KW, WIN-Pay et Win-M14. La mission s'est terminée sur une note positive : des attestations ont été remises aux agents communaux, prouvant leur maîtrise dans l'utilisation du nouveau logiciel.



### Améliorer la dématérialisation de la liste électorale

Les communes polynésiennes jouent un rôle essentiel dans l'organisation de la vie démocratique et des élections en particulier. Dans la perspective des élections territoriales en 2018, une mise à niveau de plusieurs agents chargés de cette tâche dans les communes s'est tenue au SPCPF afin de permettre la dématérialisation des listes électorales en présence d'un représentant du BRE pour présenter les attentes du haut-commissariat.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les communes de la Polynésie française doivent transmettre au haut-commissariat leur liste électorale de manière dématérialisée via un portail Internet sécurisé dénommé e-listelec. Conséquence d'une étroite collaboration entre le SPCPF et le Bureau de la Réglementation et des Élections (BRE), une assistance de groupe a été organisée au profit des communes adhérentes à la compétence informatique utilisant le logiciel Win-Ele de l'éditeur et partenaire A.G.E.I.I. Le rendez-vous avait été fixé au lundi 25 septembre pour sept communes des îles éloignées (Bora Bora, Ua Pou, Fakarava, Makemo, Reao, Tureia, Napuka). La dématérialisation ne devrait désormais plus leur poser de problème.

L'intervention a été jugée positive notamment concernant l'utilisation du logiciel. Une interrogation majeure demeure, conditionnant l'ensemble de la démarche de dématérialisation : comment gérer les envois lorsque la commune connaît des difficultés de connexion au réseau Internet notamment dans les îles éloignées ?

### RÉPARTITION DU NOMBRE D'AGENTS CONCERNÉS PAR LES ASSISTANCES DE GROUPE SUR LES LOGICIELS DANS LES ARCHIPELS

Initiation aux logiciels par archipel	e-Assemblée	Gestion financière	Gestion des ressources humaines	Win-Eau	Win-Ele	Total d'agents initiés
AUSTRALES					1	1
ILES DU VENT	2				3	5
ILES SOUS-LE-VENT	4				6	10
MARQUISES				6	2	8
TUAMOTU-GAMBIER					8	8
SPCPF	2	6	2		2	12
TOTAL	8	6	2	6	22	44



### La sécurité informatique : un exercice pour se préparer au pire

**Le SPCPF a participé à l'exercice Cyberfenua qui s'est déroulé les jeudi 19 et vendredi 20 janvier 2017 dans les locaux du haut-commissariat de Polynésie française. La simulation consistait à faire face à une cyberattaque dont l'origine inconnue affectait des services cruciaux comme la distribution d'électricité ou les télécommunications. Objectif : mieux appréhender l'aspect sécuritaire de l'outil informatique assez souvent négligé par ses utilisateurs.**

Durant les deux jours, une ambiance lourde et tendue a régné dans la cellule de crise du haut-commissariat. Les acteurs concernés étaient tous mobilisés pour combattre un attaquant invisible qui poursuivait son œuvre d'heure en heure, dégradant crescendo les installations informatiques au risque de prendre la population polynésienne en otage.

Les participants à l'exercice se prennent rapidement au jeu. Après avoir récolté les informations, l'urgence est de mise. La mission du SPCPF : trouver un moyen d'arrêter la propagation du virus dans les différents systèmes d'information des communes. Difficile dans un contexte où les différents moyens de communication commencent à saturer. Une organisation en interne est décidée au sein du SPCPF afin d'informer les communes de l'ampleur des dégâts notamment pour leur transmettre les bons réflexes à adopter dans cette situation. Mais plus le temps passe, plus la difficulté se fait grande. La crise informatique devient une crise économique et sociale dans un laps de temps incroyablement court.

Les services informatiques des principaux acteurs du *fenua* (banques, téléphonie, électricité, administration...) ont fait preuve de réactivité sous la houlette d'un haut-

commissariat coordinateur des opérations. Les comptes rendus ont fusé efficacement de toutes parts, les informations étant répertoriées dans une main courante tenue par le PC de crise du haut-commissariat.

Après des nuits virtuelles passées à veiller, une solution proposée par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) a permis de déterminer l'origine du virus et de l'éradiquer pour revenir à la normale.

Dans une organisation évidemment totalement improvisée, le SPCPF a su trouver sa place pour aider et rassurer ses communes en relayant les informations nécessaires. L'exercice au scénario chaotique a mis en exergue les carences du dispositif actuel. Il a poussé jusque dans ses derniers retranchements les différents acteurs pour démontrer que seul, il était impossible de gérer une crise d'une telle ampleur.

Invité en tant qu'observateur, le SPCPF a tiré profit de ce jeu de rôle révélateur qui a permis de déterminer des faiblesses en interne et dans les communes. Une expérience qui permettra de mieux se préparer en cas d'attaque pour établir des protocoles d'urgence en partenariats avec les différentes structures présentes.



## DES ÉTUDES ET DES MAÎTRISES D'ŒUVRE EN VUE DE RENOUVELER LES RÉSEAUX

Qu'il s'agisse d'installer de nouveaux réseaux ou de rénover l'existant, le département informatique intervient en amont (étude, dossier de financement) ou en aval (maîtrise d'œuvre, réception des travaux). Il a ainsi mené 3 études sur les 7 programmées, auxquelles s'est ajoutée une quatrième concernant :

- La mise en place d'un système d'information sur la commune de Gambier (Rikitea) ;
- Le recensement des besoins des communes de Makemo et de Tahuata pour l'installation d'un tel système et à Rangiroa pour son renouvellement.

Pour ce qui est des maîtrises d'œuvre, le département informatique a procédé :

- à la réception des travaux des communes de Tubuai, Taha'a et Manihi ;

- au lancement des consultations des communes de Hao, Hikueru, Rimatara, Raivavae, Taputapuatea, Tairapu-Ouest, Hiva Oa et Ua Pou.

Sur les sites de 2016, 4 sont en cours de réception des travaux : Bora Bora, Rurutu, Uturoa et SPCPF. Ce retard s'explique principalement par les difficultés rencontrées par le prestataire pour mettre en place des outils dans un environnement qu'il n'a pas bien appréhendé. La connexion Internet nécessaire à l'installation complète de ces outils est très instable sur certains sites.

Les 10 communes de 2017 sont subventionnées par le fonds intercommunal de péréquation dans le cadre du projet d'envoi dématérialisé des actes avec le haut-commissariat.

Huit (8) dossiers de consultations d'entreprises ont été lancées et 2 autres sont en cours de préparation.

## LE BILAN CHIFFRÉ

Un fort excédent a été dégagé du fait du départ de 2 agents et du report de l'opération renouvellement du logiciel de comptabilité et de paye. On note cependant que l'appel d'offres du nouveau logiciel ayant été déclaré infructueux, une prolongation de licence avec l'éditeur historique CEGID, financé sur fonds propres, conduit à un déficit en investissement. Celui-ci est largement couvert par l'excédent de fonctionnement.

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	GLOBAL
<b>Situation fin 2016</b>	8 436 411 F CFP	1 962 307 F CFP	<b>10 398 718 F CFP</b>
<b>Dépenses 2017</b>	37 825 769 F CFP	286 494 F CFP	<b>38 112 263 F CFP</b>
<b>Recettes 2017</b>	57 699 829 F CFP	2 381 740 F CFP	<b>60 081 569 F CFP</b>
<b>Situation fin 2017</b>	28 310 471 F CFP	4 057 553 F CFP	<b>32 368 024 F CFP</b>





## LA CONTINUITÉ DANS LE CHANGEMENT, UN DÉFI RELEVÉ

Le programme 2017 (79 projets) avait été voté en comité syndical avec des ressources humaines optimum de sept agents. Durant cinq mois (mars à juillet), un mouvement important de personnel a rythmé la vie du département à commencer par les départs imprévus du directeur, dont le poste est resté vacant, ainsi que d'un technicien venu s'ajouter à celui d'un agent en congé maternité. Deux techniciens et un agent ont été recrutés, les techniciens ayant bénéficié d'une semaine de formation en fin d'année à Aurillac chez A.GE.D.I sur l'administration des logiciels distribués par le SPCPF. Le poste d'adjoint a été pourvu en interne.

Ce contexte a passablement compliqué celui du travail. Pour autant, l'équipe, soutenue par l' élu délégué du département qui a constitué un bon relais auprès des élus et proposé parfois des solutions aux difficultés rencon-

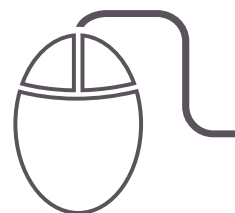
trées, a tenu bon. Et les arrivants ont apporté une nouvelle énergie.

La transformation digitale s'opère sur le plan local par une offre de services administratifs dématérialisés, un second câble optique sous-marin international, etc. Le département informatique, en quête de performance et conscient de ces nouveaux enjeux, se pose en force motrice pour suivre et accompagner les quelque dix-huit communes déjà inscrites ou qui s'inscrivent dans la démarche de mise en place ou de changement d'un réseau. Un accompagnement qui se veut plus stratégique face à la nécessité absolue de sécuriser et maîtriser ces systèmes.

En effet, face à la recrudescence des attaques de virus informatiques, les interventions exigent davantage de prévention. Sensible à cette question, l'équipe du SPCPF a d'ailleurs participé à la

simulation de cyberattaque organisée par l'État et le Pays en début d'année. Une expérience qui réunissait les différents acteurs, riche en enseignements.

À l'échelle communale, de nombreux dossiers de maîtrise d'œuvre pour le renouvellement ou l'équipement d'un système d'information et de communication ont été lancés. Le projet de renouvellement de logiciel GF-GRH, projet phare de l'année, a finalement été reporté suite à un appel d'offres infructueux.



## SERVICES TRANSVERSES



- **GESTION & MOYENS**
- **COMMUNICATION**

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL À VOCATION MULTIPLE** créé en 1980, le Syndicat pour la Promotion des Communes de la Polynésie française est présidé depuis 2014 par Cyril Tetuanui, maire de la commune de Tumara'a (Raïatea, ISLV). Il est assisté par un bureau syndical de 20 élus représentant les cinq archipels. Ce dernier émane du comité syndical composé de 92 délégués désignés par leur conseil municipal.

**EN 2017, LE SPCPF RASSEMBLE 46 DES 48 COMMUNES POLYNÉSIENNES** pour lesquelles il assure certaines prestations. Comme le détaille le rapport, il s'emploie à promouvoir l'institution communale en et hors Polynésie française, former les élus municipaux, deux compétences obligatoires complétées par celles auxquelles les communes adhèrent ou pas en fonction de leurs besoins : l'adduction d'eau potable, l'informatique communale et la restauration scolaire du premier degré.

Au 31 décembre 2017, l'établissement public compte **UNE ÉQUIPE TECHNIQUE DE 30 AGENTS** qui met en œuvre les actions décrites dans ce rapport. Une activité qui ne pourrait être menée à bien sans **UNE ADMINISTRATION ET UNE DIRECTION DE LA COMMUNICATION** au service de chaque compétence et de la structure toute entière.

Le syndicat est soutenu par une administration, en interne, à travers « le service de la gestion et des moyens », ainsi que par un service en charge de la communication interne comme externe. Comme déjà évoqué dans les chapitres précédents, tout en maintenant la continuité du service, cette administration a connu en 2017 d'importants changements de personnel.

Parmi les nombreux mouvements des agents du SPCPF en 2017, le 31 décembre a été marqué par le départ à la retraite du DGS, rentré au SPCPF il y a 35 ans. Tout au long de l'année, Ivana Surdacki, jusque-là directrice adjointe et responsable du département formation, pressentie pour le remplacer, s'est préparée à remplir cette fonction.

## LE SERVICE GESTION ET MOYENS

Courroie de transmission du SPCPF, le Service Gestion et Moyens (SGM), constitué d'une équipe de 4 agents (*photo*), est indispensable au bon fonctionnement des actions du syndicat et dans ses relations avec l'extérieur. Il est notamment chargé du secrétariat, de la logistique, du suivi du patrimoine et de la comptabilité, des courses éventuelles et de l'entretien du bâtiment. Trois d'entre eux sont plus particulièrement responsables de toute la partie administrative (mise en forme des courriers sortants selon la charte du SPCPF, traitement des conventions passées par chaque département, enregistrement et diffusion des courriers entrants) et de l'accueil téléphonique et physique.

Le SGM gère la **logistique** liée aux missions des agents et des élus du SPCPF sur le terrain ainsi qu'aux actions de formation : transports, hébergements – au besoin en rapport avec les contraintes des agents –, préparation des salles de formation, organisation des repas et, dans le cadre du congrès, les impératifs liés à la venue d'intervenants extérieurs (de l'accueil à



l'aéroport à l'hébergement en passant par les cartes parking, le téléphone, le plein d'essence...). Ce poste contient aussi l'entretien des véhicules, et la gestion de leur planning comme celles des cartes parking, des ordinateurs et autres matériels (radars, balises, GPS, etc.) nécessaires aux missions de terrain ou autres actions.

La gestion des stocks de fournitures ainsi que les suivis techniques des problèmes soulevés par les agents du SPCPF (téléphone, climatisation, imprimante, etc.) relèvent également des missions du SGM dans le cadre du **suivi du patrimoine**. Un rôle dont s'est particulièrement investi le personnel du service qui s'emploie à entretenir de bonnes relations avec chaque fournisseur, élargissant par ailleurs le panel des prestataires afin de répondre au mieux aux actions des différents départements. Tous sont personnellement connus de chacun des agents du SGM qu'il s'agisse des prestataires de service (repas, mécanicien, etc.) ou de matériel, comme il

en est des élus et agents communaux avec lesquels le personnel du SPCPF nourrit des échanges quotidiens. Le réseau tissé depuis des années avec les employés de la cellule dédiée au sein d'Air Tahiti permet notamment d'assurer les déplacements aériens des agents du SPCPF et des élus communaux dans le cadre de leur fonction. Une priorité leur est accordée lors des réservations de vol. Un avantage particulièrement apprécié cette année au moment des grèves dans la compagnie, qui a permis aux inscrits en provenance des autres îles de participer à leur formation sur Tahiti. Globalement, le service obtient ainsi à 99% les réservations souhaitées.

La tenue de la **comptabilité** couvre la gestion et l'émission des paies du personnel du SPCPF, le règlement des factures des fournisseurs, l'établissement des bons de commande ainsi que le suivi des conventions (pour le paiement des tranches de marchés à la demande des techniciens du SPCPF).

**1 736**  
courriers entrants

**2 174**  
courriers sortants

**1 150**  
billets d'avion émis





## Départs à la retraite

◀ Le DGS du SPCPF, Jean Silvestro, est entré au SPCPF en tant qu'ingénieur eau potable en 1981. Il a sillonné toute la Polynésie, par bateau, par avion, devenant au fil des années une sorte de référent tant sur le plan du métier de l'eau que celui des expériences communales. Ayant traversé plusieurs mandatures, il a acquis une connaissance approfondie des communes, du monde communal et des élus. La direction du SPCPF lui a été confiée en décembre 2000, il a alors aidé les élus à en faire une véritable référence du monde communal. Ont été particulièrement appréciés, en plus de ses qualités personnelles et professionnelles, son dévouement au service public, toujours avec la même implication dans son métier.



*Ronan Gloaguen, directeur de la communication du SPCPF depuis 2008, est également parti à la retraite fin 2017. Il a notamment participé à la modernisation de l'identité du SPCPF (logo, supports éditoriaux, site Internet et page Facebook).*

## LA COMMUNICATION

Au cœur de l'action de la direction de la communication en 2017, réalisée conformément aux objectifs fixés, l'effort a porté sur la diffusion de l'information sur le site web par la mise en ligne d'articles et des posts Facebook qui poursuit sa montée en puissance et la publication de supports institutionnels. Un soutien particulier a été consacré à la compétence restauration scolaire.

Le service pilote les relations avec les médias et organise des opérations de communication notamment autour du congrès des communes. Le congrès 2017 a comme de coutume suscité leur intérêt et produit des retombées médiatiques importantes. Cependant, un renouvellement dans les thématiques abordées s'avère nécessaire du strict point de vue de la communication et des retombées espérées. Le SPCPF est reconnu par les médias comme un interlocuteur crédible et professionnel.

La page Facebook professionnelle a facilité l'élargissement de l'audience du SPCPF vers de nouveaux publics. Le soutien d'une personne recrutée temporairement durant trois mois en fin d'année a permis la réalisation des actes du congrès 2017.

Initialement programmé pour la fin du premier semestre de l'année, le départ du directeur de la communication a été repoussé à fin 2017 à la demande de la direction du SPCPF.

### Une page Facebook pro et un nouveau site web actifs

L'ensemble des tâches nécessaires à l'alimentation de la page Facebook et du site web du SPCPF génère une activité importante du département tout au long de l'année et mobilise les ressources humaines à hauteur d'un mi-temps.



## RÉPARTITION DES ARTICLES PUBLIÉS SUR LE SITE WEB PAR DÉPARTEMENTS EN 2016/2017

	NOMBRE D'ARTICLES PUBLIÉS	INFORMATIQUE	EAU POTABLE	RESTAU. SCOLAIRE	PROMOTION	FORMATION DES ÉLUS
2016	54	5.5	5	9.5	26	8
2017	54	10	11	15	12	6

## Les supports annuels de communication

Le service de la communication élabore, publie et diffuse plusieurs supports que sont l'offre annuelle de formation destinée aux élus, le rapport d'activité, un agenda ainsi que les moments forts et les actes du congrès des communes.

Reconnus de qualité, ils contribuent à conforter l'image de professionnalisme du SPCPF et créent du lien vis-à-vis des publics de la structure. Ils constituent une part essentielle de l'activité du département.

## Une formation pour conforter une présence dans les médias

Cette formation, à l'élaboration de laquelle le service a collaboré avec le département formation, a bien eu lieu. La nécessité de mettre en place des formations de *media training* personnalisées en faveur du président et des élus délégataires demeure, pour améliorer sensiblement le contenu des interventions télévisées.

## Le soutien aux départements du SPCPF

La contribution des départements dans la réalisation des contenus destinés au site web constitue un point de vigilance qui s'affirme d'année en année, même si l'année 2017

a permis de constater une meilleure implication des départements en général, avec un nombre d'articles publiés en sensible progression pour les départements techniques (DEP, informatique et restauration scolaire).

Le soutien du service communication dans la définition des stratégies de communication et dans l'élaboration des actions et des supports qui en découlent s'est davantage tourné vers le département de la restauration scolaire avec une action spécifique non programmée : la réalisation d'un support audio-visuel sur l'utilisation du taro en restauration scolaire à l'occasion du village de l'alimentation et de l'innovation qui s'est tenu sur l'espace de la Maison de la culture en avril 2017 (lire page 31). Cette action a nécessité une mission sur l'île de Rurutu pour tourner des images et l'accueil d'une stagiaire de l'ISEPP pour le montage du document.

## Des journées de communication interne

En vue de renforcer la cohésion de l'équipe du SPCPF, deux journées de communication interne sont organisées tous les ans. Le nouveau format de l'année, centré sur les actions de cohésion, a montré son efficacité. Toutefois il doit être complémentaire des actions d'information sur le fonctionnement du SPCPF en interne.



## L'e-ressources : un outil au service de l'information des communes

Une nouvelle fonctionnalité a été mise en place dans la nouvelle édition du site Internet du SPCPF lancée en 2016, l'e-ressources. Le SPCPF a souhaité développer cet outil pour faciliter l'accès des communes à une information de qualité, depuis n'importe quel support multimédia connecté à Internet. En regroupant différents types de ressources cet intranet pourrait devenir à terme la source de référence.

Le département restauration scolaire du SPCPF s'est déjà emparé de cet outil pour atteindre deux objectifs : mieux informer les communes de l'avancement des projets, et mettre à disposition des informations techniques et générales de qualité.

Ainsi, en se connectant, élus et agents communaux, peuvent connaître l'actualité du département et de ses partenaires, via l'agenda et les brèves, et télécharger divers documents sur la restauration scolaire et les thèmes associés : alimentation, hygiène, santé...

Communes, partenaires, chacun peut contribuer en soumettant au chef de projet restauration scolaire des idées, des documents types, pour échanger et partager via une plateforme virtuelle. C'est une alternative virtuelle qui vient renforcer l'accompagnement des communes.

À chacun ensuite de l'utiliser selon ses besoins : consolidation des projets et des dossiers, auto-formation dans le domaine, aide à la décision.

L'E-Ressources restauration scolaire est désormais accessible sur le site web du SPCPF aux communes adhérentes à la compétence optionnelle restauration scolaire. Un dispositif qui devrait être par la suite étendu à l'ensemble des départements du SPCPF.



# LE COMPTE ADMINISTRATIF



## ET LE COMPTE DE GESTION 2017

La présente note aborde successivement l'exécution budgétaire au regard des prévisions, l'équilibre général et le détail des différents chapitres de la section de fonctionnement et de la section d'investissement. Le compte administratif constitue le bilan financier de l'année écoulée. Il comprend plusieurs paramètres :

- ➔ **LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE** par section ;
- ➔ **LE RÉSULTAT REPORTÉ ;**
- ➔ **LES RESTES À RÉALISER.**

À l'issue de l'ensemble de ces opérations, se dégage **LE RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE**. Cette étape est suivie de **L'AFFECTATION DU RÉSULTAT** pour équilibrer la section d'investissement si nécessaire, et du calcul du montant du report qui sera inscrit au budget 2018.

Le présent document ne constitue qu'un bilan comptable.





## BILAN FINANCIER

Le budget 2017 s'élevait en dépenses (fonctionnement + investissement) à 518 604 004 Fcfp. Ce budget était en augmentation, avec une volonté d'agir au mieux pour les communes.

### Résultat de l'exercice

#### Section de fonctionnement

Dépenses : 329 057 886 F  
contre 306 513 789 F réalisés en 2016  
Recettes : 318 825 001 F  
contre 352 586 769 F réalisés en 2016  
Résultat : -10 232 885 F

- Résultat antérieur N-1 : 96 399 084 F
- Résultat de clôture : **Excédent : 86 166 199 F**

#### Section d'investissement

Dépenses : 13 034 234 F  
contre 13 427 210 F réalisés en 2016  
Recettes : 12 239 089 F  
contre 13 211 300 F réalisés en 2016  
Résultat : -795 145 F

- Résultat antérieur N-1 : 10 177 940 F
- Résultat de clôture : **Excédent : 7 461 668 F**

### Résultat reporté

Le compte administratif total, en intégrant le résultat reporté de 2016 (fonctionnement + investissement) s'élèvent donc à :

Dépenses : 342 092 120 F  
Recettes : 435 719 987 F  
Résultat : **93 627 867 F**

### Restes à réaliser

Les restes à réaliser en investissement s'élève à :

Dépenses : 4 347 264 F  
Recettes : 1 909 340 F

### Balance générale

Fonctionnement : 86 166 199 F  
Investissement : 7 461 668 F

## ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2017 affiche un déficit de -10, 2 MFcfp. En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures qui s'élève à 96,40 MFcfp, celui-ci s'élève au 31 décembre 2017, à la somme de 86.166 MFcfp.

### Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2017 s'élèvent à 415.2 MFcfp soit un taux de réalisation de 86 % par rapport aux prévisions. Ce montant

intègre l'excédent de fonctionnement reporté. Ces recettes proviennent principalement des contributions, des subventions du FIP, et enfin de

l'excédent de fonctionnement. Le tableau ci-après donne la ventilation par nature des recettes de fonctionnement :



CHAPITRE	Désignation	Prévisions	Réalizations	%
002	Excédent de fonctionnement	96 399 084	96 399 084	100 %
013	Atténuations de charges		506 043	
70	Produits du service du domaine et ventes diverses	1 500 000	0	0 %
74	Dotations et participations	382 311 358	316 170 242	82.6 %
75	Autres produits de gestion courante		0	100 %
77	Produits exceptionnels	2 148 716	2 148 716	100 %
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>482 359 158</b>	<b>415 224 085</b>	<b>86 %</b>

### Répartition par catégorie de recettes

Chapitre 002 : Ces réalisations ne sont que des écritures budgétaires sans émission de titres de recettes.

Chapitre 013 : Ce chapitre regroupe les remboursements des indemnités journalières et cotisations de la CPS relatifs aux arrêts maladie du personnel du SPC.

Chapitre 70 : Ce chapitre concerne au niveau de la prévision les recettes du département informatique vis-à-vis des collectivités non adhérentes.

Chapitre 74 : Ce chapitre s'élève à 316.1 MFcfp et est alimenté par :

- les contributions des communes adhérentes pour 273.2 MF (250,54 MF en 2016),
- les recettes pour les prestations pour les non-adhérents pour 1.1 MF (1,87 MF en 2016),
- les subventions du FIP pour les différentes compétences pour 41.8 MF (97,99 MF en 2016).

### Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses globales de fonctionnement s'élèvent à 329 MFcfp sur 482.3 MFcfp inscrits soit un taux de réalisation de 68.2 %. Le tableau ci-après donne la ventilation par nature de ces dépenses :

CHAPITRE	Libellé	Prévisions	Réalizations	% Réalisations
011	Charges à caractère général	178 262 712	88 835 035	49.8 %
012	Charges de personnel	252 388 036	207 083 551	82 %
65	Autres charges de gestion courante	33 125 265	24 394 611	73.6 %
66	Charges financières	250 000	0	0 %
68	Dotations aux amortissements	8 744 689	8 744 689	100 %
002	Déficit de fonctionnement	0	0	100 %
022	Dépenses imprévues	4 070 060		0 %
023	Virement à la section d'investissement	2 308 622		0 %
<b>TOTAL</b>		<b>482 359 158</b>	<b>329 057 886</b>	<b>68.2 %</b>

### Répartition par catégorie de dépenses

Chapitre 002 : Ce chapitre concerne la reprise du déficit de la compétence formation des élus.

Chapitre 011 : Les charges à caractère général représentent un volume financier de 88,9 MFcfp pour un taux de réalisation de 49.8 %. Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des élus, des agents du SPCPF, etc.

Ce faible taux de 49.8 % s'explique :

- par des efforts de gestion dans toutes les compétences,
- par la non-réalisation des maîtrises d'œuvre budgétées à la compétence eau potable et ceci en raison du non-financement des opérations de travaux communales.

Chapitre 012 : Les charges de personnel avec 207 MFcfp réalisés soit 82 % des prévisions. Elles se détaillent comme ci-après :

- 143.8 MF pour les salaires du personnel permanent et 7.7 MF pour les salaires du personnel en CDD,
- 40.8 MF pour les charges patronales,
- 11.17 MF correspond à la rémunération des formateurs (publics ou prestataires) et intervenants,
- 3,5 MF pour les cotisations au CGF.

Au 31/12/2017, le SPCPF emploie 30 agents.

- Chapitre 65 : Sur ce chapitre ont été mandatées les indemnités de fonction du Président et des vice-Présidents, les cotisations à l'IRCANTEC, les indemnités de déplacement des élus lors des missions et les maintenances / assistances logiciels à CEGID et A.GE.D.I.  
Les charges s'élèvent à 24.4 MF soit un taux de réalisation de 73.6 % par rapport aux prévisions.
- Chapitre 66 : Le chapitre 66 enregistre les intérêts relatifs à la ligne de trésorerie contractée auprès de la Banque SOCREDO.  
Pour 2017, cette ligne budgétaire n'a pas été requise. De fait, aucune ligne de trésorerie n'a été sollicitée. Cette diminution traduit l'effort de gestion interne ainsi que celui fait en direction des communes pour qu'elles maintiennent au mieux leurs contributions.
- Chapitre 68 : Le chapitre 68 enregistre les dotations aux amortissements, obligatoires, même si le besoin en investissement ne le justifie pas forcément pour l'année en cours.

## Évolution des résultats

La section de fonctionnement génère un excédent de 86 166 199 Fcfp, en diminution par rapport à 2016.

On constate donc une diminution de l'excédent de l'ordre de 10 MF qui invite à la vigilance dans l'objectif de préserver une base nécessaire à la santé financière du SPCPF sur le long terme.

Cette diminution est pour l'essentiel due à l'action conjuguée d'une augmentation anticipée des dépenses de fonctionnement (+22.5 MF) qui ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des recettes (-33.7 MF). Les recettes de fonctionnement sont en effet en diminution de près de 34 millions par rapport à 2016.

Elles marquent, en particulier par rapport aux prévisions budgétaires, un écart négatif de plus de 51.6 MF s'agissant des recettes issues du FIP. Écart majoritairement issu du département eau potable (62.2 %).

## ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2017 affiche un solde négatif de 0,795 MF. Ajouté à ce résultat, l'excédent de l'exercice antérieur de 8.25 MFcfp permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de 7.46 MFcfp.

### Les recettes d'investissement

Les 24.3 MFcfp de recettes d'investissement réalisées proviennent :

- de l'excédent d'investissement reporté pour 10,177 MFcfp ;
- du versement de dotations du FIP ;
- de la dotation aux amortissements pour 8.744 MFcfp.

Elles représentent un taux de réalisation de 67.1 % par rapport aux prévisions.

On notera le reste à réaliser de 1.9 MF.

### Les dépenses d'investissement

Le montant de l'année 2017 s'élève à 19.3 MFcfp, soit une réalisation de 53.3 %.

Ce taux moyen s'explique par :

- la réalisation de dépenses d'investissement pour les besoins de l'administration générale et du département formation ;
- une moindre réalisation des dépenses d'investissement de l'informatique. En effet, le renouvellement du logiciel de gestion financière et gestion des ressources humaines n'a pu débuter en raison d'un marché infructueux.

On notera le reste à réaliser à hauteur de 4.34 MF, se partageant sur l'administration générale et le département informatique.



## BESOINS DE FINANCEMENT - RÉSULTATS DÉFINITIFS

De fait, les résultats au 31 décembre 2017 font apparaître :

- un excédent de fonctionnement de 86 166 199 F,
- un excédent d'investissement de 7 461 668 F.





## LE COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER DES ÎLES DU VENT, DES ARCHIPELS ET DES AUSTRALES

Le compte de gestion du Trésorier est un document de synthèse qui rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice, accompagné des pièces justificatives correspondantes.

Le compte de gestion répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget ;
- et présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de la collectivité.

La concordance des résultats du compte de gestion et du compte administratif pour l'exercice 2017 a été constatée.

### LA TRÉSORERIE

Au 31/12/2017 la trésorerie était de 56,4 MF contre 82,13 MF fin 2016.

Les titres de recettes relatives aux contributions des communes adhérentes ont été émis en trois temps : 1/3 avant le vote du budget, 1/3 après le vote de ce dernier en avril et un dernier 1/3 en juillet.

L'objectif de ce procédé est double :

- d'une part, maintenir notre trésorerie en début d'année, sans de trop mobiliser la ligne de trésorerie ;
- et d'autre part, permettre aux communes de payer leur contribution en 3 fois dans l'année, et donc d'éviter de faire trop baisser leur propre trésorerie.

Cette évolution très positive de trésorerie a été rendue possible par une meilleure situation financière des communes qui mandatent mieux leurs contributions au SPCPF, et par l'augmentation de l'excédent.

Cette nette amélioration a conduit à ne pas solliciter de ligne de trésorerie pour 2017.

### LA RÉPARTITION PAR COMPÉTENCE

Le CGCT et les statuts du SPCPF imposent le suivi des comptes du syndicat compétence par compétence. Pour cela, vous trouverez ci-après un tableau donnant l'état des dépenses réalisées compétence par compétence, et celui de l'administration générale.

Ces éléments, ainsi que ceux relatifs aux recettes permettent d'établir un tableau récapitulatif des résultats par compétence et pour l'ensemble du syndicat.

### TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

On trouvera ci-après les tableaux récapitulatifs permettant d'estimer la situation comptable du SPC, globalement et par compétence.

SECTION DE FONCTIONNEMENT		
Chapitre	Libellé	Total
DÉPENSES		
011	Charges à caractère général	88 835 035
012	Charges de personnel	207 083 551
65	Autres charges de gestion courante	24 394 611
66	Charges financières	0
68	Dotations aux amortissements	8 744 689
002	Déficit de fonctionnement	0
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCT.		329 057 886
RECETTES		
013	Atténuations de charges	506 043
70	Produits du service du domaine et ventes diverses	0
74	Dotations et participations	316 473 594
002	Excédent de fonctionnement	96 399 084
77	Produits exceptionnels	2 148 716
TOTAL RECETTES DE FONCT.		415 527 437

SECTION D'INVESTISSEMENT			
Chapitre	Libellé	Total	Restes à réaliser
DÉPENSES			
20081	Acq. Mat. Administration générale	5 479 166	5 479 166
20083	Acq. Mat. Eau potable	226 870	
20084	Acq. Mat. Informatique	286 494	1 837 827
20095	Acq. Mat. Restauration Scolaire		
20112	Acq. Mat. Formation	4 892 988	5 479 166
Opération non ventilable			
001	Déficit d'inv. Reporté	1 921 127	
40		2 148 716	
TOTAL DÉPENSES D'INV.		14 955 361	4 347 264
RECETTES			
20081	Acq. Mat. Administration générale		1 909 340
20083	Acq. Mat. Eau potable	3 494 400	
20084	Acq. Mat. Informatique		
20095	Acq. Mat. Restauration Scolaire		
20112	Acq. Mat. Formation		
Opération non ventilable			
001	Déficit d'inv. Reporté	10 177 940	
40		8 744 689	
TOTAL DÉPENSES D'INV.		22 417 029	1 909 340

## RÉSULTATS PAR COMPÉTENCE AFFECTATION DU RÉSULTAT

SECTION D'INVESTISSEMENT	A.G.	ÉLUS	PROMOTION	REST. SCOL.	AEP	INFORMATIQUE	TOTAL
<b>TOTAL BUDGET 2017</b>	<b>9 803 662</b>	<b>5 398 923</b>	<b>0</b>	<b>750 194</b>	<b>1 658 969</b>	<b>18 633 098</b>	<b>36 244 846</b>
<b>DÉPENSES</b>							
Réalisé	7 173 482	4 892 988		454 400	454 400	454 400	454 400
Restes à réaliser	2 509 437					1 837 827	4 347 264
Déficit antérieur					1 921 127		1 921 127
<b>TOTAL</b>	<b>9 682 919</b>	<b>4 892 988</b>	<b>0</b>	<b>454 400</b>	<b>2 147 997</b>	<b>2 124 321</b>	<b>19 302 625</b>
<b>RECETTES</b>							
Réalisé	4 819 809	405 701		602 296	4 029 543	2 381 740	12 239 089
Restes à réaliser	1 909 340						1 909 340
Excédent de fonctionnement capitalisé							0
Excédent antérieur	3 074 513	4 993 222		147 898		1 962 307	10 177 940
<b>TOTAL</b>	<b>9 803 662</b>	<b>5 398 923</b>	<b>0</b>	<b>750 194</b>	<b>4 029 543</b>	<b>4 344 047</b>	<b>24 326 369</b>
% réalisation DÉPENSES (y compris RAR)	98,77%	90,63%		60,57%	53,31%	48,90%	79,35%
% réalisation RECETTES (y compris RAR)	100,00%	100,00%		100,00%	242,89%	23,31%	67,12%

SECTION DE FONCTIONNEMENT	A.G.	ÉLUS	PROMOTION	REST. SCOL.	AEP	INFORMATIQUE	TOTAL
<b>TOTAL BUDGET 2017</b>	<b>94 086 269</b>	<b>66 831 701</b>	<b>44 182 700</b>	<b>24 101 728</b>	<b>178 611 593</b>	<b>74 545 167</b>	<b>482 359 158</b>
<b>DÉPENSES</b>							
Réalisé	95 039 956	40 542 467	38 466 457	16 849 630	100 333 607	37 825 769	329 057 886
Déficit 2016							0
<b>TOTAL RÉALISÉ</b>	<b>95 039 956</b>	<b>40 542 467</b>	<b>38 466 457</b>	<b>16 849 630</b>	<b>100 333 607</b>	<b>37 825 769</b>	<b>329 057 886</b>
<b>RECETTES</b>							
Réalisé	84 113 286	45 405 938	34 880 005	13 513 146	83 212 797	57 699 829	318 825 001
Excédent 2016	10 398 209	7 146 622	4 640 826	10 597 897	55 179 119	8 436 411	96 399 084
<b>TOTAL RÉALISÉ</b>	<b>94 511 495</b>	<b>52 552 560</b>	<b>39 520 831</b>	<b>24 111 043</b>	<b>138 391 916</b>	<b>66 136 240</b>	<b>415 224 085</b>
% réalisation DÉPENSES	101,01%	60,66%	87,06%	69,91%	56,17%	50,74%	68,22%
% réalisation RECETTES	100,45%	78,63%	89,45%	100,04%	77,48%	88,72%	86,08%
% réalisation DÉPENSES (FONCT. + INV)	100,80%	62,90%	87,06%	69,63%	56,85%	42,87%	67,17%
% réalisation RECETTES (FONCT. + INV)	100,41%	80,23%	89,45%	100,04%	79,00%	75,64%	84,76%
Besoin de financement	0	0	0	0	0	0	0
Résultat de fonctionnement 2017	-528 461	12 010 093	1 054 374	7 261 413	38 058 309	28 310 471	86 166 199
	5 449 973	2 945 601	2 672 623	8 348 396	50 094 861	3 616 887	73 128 341
Autofinancement 2017	0	0	0	0	0	0	0
Excédent de fonctionnement 2017	-528 461	12 010 093	1 054 374	7 261 413	38 058 309	28 310 471	86 166 199
Résultat d'investissement 2017	720 840	505 935	0	295 794	1 881 546	4 057 553	7 461 668
<b>Résultat global 2017</b>	<b>192 379</b>	<b>12 516 028</b>	<b>1 054 374</b>	<b>7 557 207</b>	<b>39 939 855</b>	<b>32 368 024</b>	<b>93 627 867</b>



## PROJET DE DÉLIBÉRATION - COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Vu la délibération n° 2/2017/SPC du comité syndical en date du 02 février 2017 approuvant le budget 2017 ;

Vu le compte administratif 2017 présenté par le Président du SPCPF et le compte de gestion 2017 du Trésorier des Îles du Vent, des Archipels et des Îles Australes ;

Vu le rapport de présentation fourni aux membres du comité ;

### Exposé des motifs

Le SPCPF étant un établissement public régi par les règles de comptabilité publique, les membres du comité syndical doivent se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes de Monsieur Alain TERRAL, trésorier receveur du SPCPF, pour l'année 2017, et doivent également se prononcer avant le 30 juin de l'année 2018 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par le Président du SPCPF.

Il est constaté la concordance du compte de gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par Monsieur Alain TERRAL, trésorier receveur du SPCPF avec le compte administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Président.

Après en avoir délibéré, le compte administratif et le compte de gestion 2017 sont adoptés et les décisions suivantes prises.





## ADOPTE

### Article 1 :

Le compte administratif 2017 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2017 du Trésorier des Îles du Vent, des Îles Australes et des Archipels sont approuvés.

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 329 057 886 Fcfp et les recettes à 318 825 001 Fcfp soit un résultat négatif de fonctionnement de 10 232 885 Fcfp. L'intégration du résultat de l'année 2016 de 96 399 084 Fcfp conduit au final à dégager un excédent de fonctionnement au 31 décembre 2017.

La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- Administration générale : -528 461 Fcfp
- Formation des élus : 12 010 093 Fcfp
- Promotion : 1 054 374 Fcfp
- Restauration scolaire : 7 261 413 Fcfp
- Eau potable : 38 058 309 Fcfp
- Informatique : 28 310 471 Fcfp

En investissement, les dépenses s'élèvent à 13 034 234 Fcfp et les recettes à 12 239 089 Fcfp soit un résultat d'investissement de -795 145 Fcfp. L'intégration du résultat de l'année 2016 de 8 256 813 Fcfp affiche un excédent de 7 461 668 Fcfp au 31 décembre 2017, réparti par compétences comme ci-dessous :

- Administration générale : 720 840 Fcfp
- Formation des élus : 505 935 Fcfp
- Promotion : 0 Fcfp
- Restauration scolaire : 295 794 Fcfp
- Eau potable : 1 881 546 Fcfp
- Informatique : 4 057 553 Fcfp

Il est constaté le montant des restes à réaliser :

- en recettes d'investissement de 1 909 340 Fcfp,
- en dépenses d'investissement de 4 347 264 Fcfp.

Il est constaté, en prenant en compte les restes à réaliser en recettes, qu'aucun besoin de financement n'est nécessaire.

### Article 2 :

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2017 et constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de 86 166 199 Fcfp et qu'aucun besoin de financement n'est nécessaire, il est décidé :

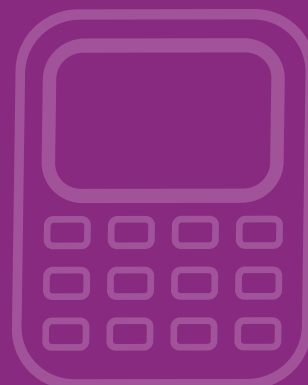
- l'affectation en report de fonctionnement (compte 002) d'un montant de 86 166 199 Fcfp, se répartissant suivant les compétences comme suit :
  - Administration générale : -528 461 Fcfp
  - Formation des élus : 12 010 093 Fcfp
  - Promotion : 1 054 374 Fcfp
  - Restauration scolaire : 7 261 413 Fcfp
  - Eau potable : 38 058 309 Fcfp
  - Informatique : 28 310 471 Fcfp

### Article 3 :

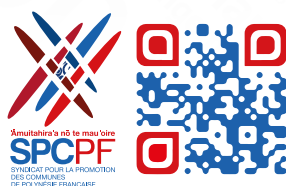
Conformément aux dispositions des articles 421-1, 421-4 et 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre la présente décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### Article 4 :

Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.



Directrice de la publication : Ivana Surdacki  
Chef d'édition : Laurence Cucheval  
Rédaction et suivi éditorial : Hélène Missotte  
Conception graphique et réalisation : OBacom  
Photos : SPCPF sauf **Jalil Sekkaki** : pages 1, 8, 10, 17 (bas), 18 (haut), 21, 24, 38 et 43  
**Ronan Gloaguen** : pages 2, 9, 12, 13, 17(haut), 28, 29 (bas), 35, 37, 48, 51 et 56  
**Manu'a Vecker-Sue** : pages 6, 11, 14, 18 (bas) et 19  
**Greg Le Bacon** : pages 27 et 29 (haut), **OBacom** : page 31 et **CATG** : page 37  
Impression : STP Multipress



19 Servitude TEPIHAA II - Patutoa - Papeete  
☎ +689 40 50 63 63  
communes@spc.pf - www.spc.pf - facebook : spcpf  
B.P. 50 820 - 98716 Pirae - Tahiti - Polynésie française